



## RAPPORT FINAL

Enquête sur les besoins et les attentes de la diaspora  
guinéenne en France, en Belgique, en Côte d'Ivoire et  
au Sénégal

Préparé par : The African Foundation for Development Europe (AFFORD EU)  
Rue d'Edimbourg 26, 1050 Ixelles Belgique

Autrice : Hélène Syed Zwick

## Couverture intérieure

The African Foundation for Development Europe (AFFORD EU)  
Rue d'Edimbourg 26, 1050 Ixelles  
Belgique  
Site web : <https://afford-uk.org>  
Courriel: info@afford-uk.org

### Équipe de projet :

Hélène Syed Zwick, Chercheuse principale  
Bora Kamwanya, Diaspora Engagement and Mobilisation Manager, AFFORD  
Godwin Bamsa, Program Manager, AFFORD Business Centre, West Africa  
Stella Opoku Owusu, Directrice exécutive, AFFORD

Cette publication a été réalisée dans le cadre du programme, Mécanismes de mobilisation de la diaspora pour une contribution durable au développement de la Guinée (PAMMOD Guinée), qui vise à faciliter la contribution de la diaspora guinéenne en Afrique et en Europe au développement socio-économique de la Guinée, en facilitant la participation de la diaspora guinéenne au partage de ses compétences, à l'accompagnement, à l'apprentissage et aux échanges avec les entrepreneurs locaux guinéens. La recherche a été menée par The African Foundation for Development Europe (AFFORD EU) en partenariat avec le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF), la Direction Générale des Guinéens de l'Étranger (DGGE) et avec le financement de l'ENABEL.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du projet PAMMOD Guinée et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues du gouvernement guinéen.

### **Confidentialité**

Les données personnelles sont exclues de ce rapport conformément aux principes standard de protection des données.

### **Avertissements**

Le présent rapport ne prétend pas être exhaustif.

## Table des matières

Couverture intérieure .....	2
Table des matières .....	3
Liste des tables .....	5
Liste des graphiques.....	6
Terminologie .....	7
Acronymes et abréviations .....	8
Résumé analytique.....	9
Principales recommandations .....	10
1. Introduction.....	14
1.1 Contexte.....	14
1.2 Objectifs de la recherche.....	14
1.3 Structure du rapport.....	14
2. Méthodologie .....	15
2.1 Approche globale .....	15
2.2 Outils de collecte de données .....	15
2.2.1 Revue documentaire.....	15
2.2.2 Questionnaire d'enquête .....	15
2.2.3 Entretiens avec des informateurs clés .....	16
2.3 Analyse des données et présentation des résultats.....	18
2.4 Défis et limites.....	18
3. Revue de la littérature .....	20
3.1 Contexte économique et climat des affaires .....	20
3.2 Diaspora guinéenne : état des lieux.....	23
3.3 Évolution du cadre politique sur l'engagement de la diaspora guinéenne .....	28
3.4 Initiatives en affaires et investissements en Guinée .....	31
4. Présentation et analyse des résultats du sondage en ligne .....	32
4.1 Appartenance à la diaspora .....	32
4.2 Profil démographique et socio-économique.....	33
4.3 Relations avec la Guinée.....	37
4.4 Investir en Guinée .....	40
4.5 Favoriser l'engagement de la diaspora en Guinée .....	43
4.6 Coordonnées de contact .....	45
5. Principaux enseignements tirés du questionnaire en ligne sur les besoins et attentes des répondants.....	47
5.1 Investir en Guinée .....	47
5.2 Transferts de compétences .....	47
5.3 Gouvernance sur les migrations et l'engagement de la diaspora guinéenne .....	48
6. Principaux enseignements tirés des entrevues avec les informateurs clés .....	49

6.1	Evolution rapide de la gouvernance sur les migrations et l'engagement de la diaspora guinéenne ...	49
6.2	Données sur la diaspora, son profil, ses attentes, et ses initiatives .....	50
6.3	Opinions sur l'écosystème des PME en Guinée.....	51
6.4	Investissements par la diaspora guinéenne.....	52
7.	Conclusion et recommandations .....	53
7.1	Recommandations pour la collecte et l'analyse de données sur la diaspora .....	54
7.2	Recommandations pour la promotion de l'investissement dans le développement socio-économique par la diaspora .....	53
7.3	Recommandations sur la gouvernance des migrations en lien avec l'engagement de la diaspora guinéenne.....	53
7.4	Recommandations sur la stratégie de communication.....	55
	Références .....	57
	Annexes .....	58
	Annexe 1 : Questionnaire .....	58
	Annexe 2 : Lignes directrices pour les entrevues .....	61

## Liste des tables

Table 1 Liste des entretiens avec des informateurs clés conduits .....	17
Table 2 Profil démographique et socio-économique de la diaspora guinéenne en Belgique, en Côte d'Ivoire, en France et au Sénégal (2020) .....	24
Table 3 Liste non exhaustive des associations représentant la diaspora guinéenne en France .....	27
Table 4 Liste non exhaustive des associations représentant la diaspora guinéenne en Belgique.....	27
Table 5 Evolution de la gouvernance liée à l'engagement de la diaspora guinéenne.....	29

## Liste des graphiques

Graphique 1 Description de la méthodologie .....	15
Graphique 2 Stock de migrants internationaux guinéens, milieu de l'année et par sexe (1990-2020) .....	23
Graphique 3 Nombre de migrants guinéens au milieu de l'année en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Belgique et en France, 1990-2020 .....	24
Graphique 4 Envois de fonds des particuliers reçus en Guinée (USD courants et % du PIB), 1986-2021 .....	25
Graphique 5 Top-10 des pays sources de transferts de fonds en Guinée en 2021 .....	26
Graphique 6 Proportions de répondants appartenant à la diaspora africaine (gauche) et à la diaspora guinéenne (droite).....	32
Graphique 7 Distribution des répondants par pays (53 répondants).....	32
Graphique 8 Nombre d'années passées dans le pays de résidence, par pays de résidence (53 répondants) ....	33
Graphique 9 Distribution des répondants par sexe et pays de résidence (49 répondants).....	33
Graphique 10 Distribution des répondants par tranche d'âge et pays de résidence (49 répondants) .....	34
Graphique 11 Distribution des répondants par niveau d'éducation le plus élevé atteint et pays de résidence (49 répondants) .....	34
Graphique 12 Nationalité des répondants (49 répondants) .....	35
Graphique 13 Répondant chef de famille, par pays de résidence (49 répondants) .....	35
Graphique 14 Présence de dépendants dans le ménage du répondants (49 répondants).....	36
Graphique 15 Catégorie socio-professionnelle des répondants (49 répondants).....	36
Graphique 16 Secteur de l'activité professionnelle (49 répondants) .....	37
Graphique 17 Expérience professionnelle, en année (49 répondants) .....	37
Graphique 18 Existence d'intérêts particuliers avec la Guinée (49 répondants) (multi-sélection).....	38
Graphique 19 Connection avec la Guinée (49 répondants).....	38
Graphique 20 Appartenance à une association liée à la Guinée (49 répondants).....	38
Graphique 21 Fréquence des visites en Guinée (49 répondants) .....	39
Graphique 22 Intentions de retour permanent vers la Guinée (49 répondants) .....	39
Graphique 23 Soutien à la Guinée (49 répondants) (multi-sélection) .....	40
Graphique 24 Activité entrepreneuriale en Guinée (47 répondants).....	40
Graphique 25 Investissement pour financer une entreprise ou un projet familial en Guinée (47 répondants) .....	40
Graphique 26 Secteur d'activité d'investissement préféré : l'agriculture (41 répondants).....	41
Graphique 27 Montant potentiel d'investissement en Guinée (41 répondants) .....	41
Graphique 28 Participation à des programmes de partage des compétences avec des entrepreneurs en Guinée (41 répondants).....	42
Graphique 29 Compétences entrepreneuriales prioritaires chez les entrepreneurs de PME en Guinée (41 répondants) (multi-sélection) .....	42
Graphique 30 Formes les plus appropriées pour développer et/ou renforcer les compétences des entrepreneurs en Guinée (41 répondants) (multi-sélection).....	43
Graphique 31 Forme préférée d'engagement pour le développement socio-économique de la Guinée (41 réponses) (multi-sélection) .....	43
Graphique 32 Connaissance des initiatives gouvernementales pour l'engagement de la diaspora guinéenne (49 répondants) .....	44
Graphique 33 Connaissance des agences gouvernementales (49 répondants) .....	45
Graphique 34 Besoins en incitations pour investir en Guinée (49 répondants) (multi-sélection).....	45
Graphique 35 Distribution des participants potentiels au mentorat par pays de résidence (37 répondants).....	45

## Terminologie

Terme	Définition	Source
<b>Diaspora africaine</b>	Personnes d'origine africaine vivant en dehors du continent, indépendamment de leur citoyenneté et de leur nationalité, et qui sont disposées à contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union africaine. Ainsi, AFFORD et cette enquête étendent la définition aux personnes descendantes africaines vivant en dehors de leurs pays d'origine.	Union africaine, 2005 <a href="#">Lien</a>
<b>Investissement de la diaspora</b>	<p>En échange des fonds reçus de la transaction financière, l'utilisateur des fonds (le bénéficiaire dans le pays d'origine) fournit généralement à la source des fonds (un investisseur de la diaspora) un actif (généralement un instrument financier) qui donne à l'investisseur un retour futur sur son investissement.</p> <p>Dans le cadre de cette enquête, l'investissement se réalise en temps, en argent, et/en compétences.</p>	Gelb et al., 2021 <a href="#">Lien</a>

## Acronymes et abréviations

ACTOG	Association des Cadres et Techniciens d'Origine Guinéenne
AFFORD Europe	Fondation africaine pour le développement Europe
APIP - Guinée	Agence de promotion de l'investissement privé - Guinée
CAGF	Coordination des Associations Guinéennes de France
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DGGE	Direction Générale des Guinéens de l'Etranger
ENABEL	Agence belge de développement
FMI	Fonds Monétaire International
Grdr	Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
HCGE	Haut Conseil des Guinéens de l'Etranger
MAECIAGE	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger
MIDWA	Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OGM	Observatoire Guinéens des Migrations
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
PAMMOD Guinée	Projet de mécanismes de mobilisation de la diaspora pour une contribution durable au développement de la Guinée
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNDES	Programme National de Développement Economique et Social
USOM	Unité Scientifique Observation de la Migration



## Résumé analytique

Dans le cadre du projet de mécanismes de mobilisation de la diaspora pour une contribution durable au développement de la Guinée (PAMMOD), la Fondation Africaine pour le Développement (AFFORD) Europe a été chargée de conduire une enquête en partenariat avec l'association française Grdr Migration-Citoyenneté-Développement et la Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF). Cette enquête visait à identifier les besoins et attentes de la diaspora guinéenne en Belgique, en France, au Sénégal et en Côte d'Ivoire pour le développement socio-économique de la Guinée.

### Objectifs

L'objectif général associé à cette enquête est d'identifier les investisseurs potentiels de la diaspora guinéenne basés dans les quatre pays d'intérêt et désireux d'utiliser leurs compétences entrepreneuriales et interpersonnelles pour soutenir le développement socio-économique de la Guinée via un programme de mentorat des entrepreneurs de Petites et Moyennes Entreprises (PME) en Guinée. Plus précisément, il s'agit d'identifier les besoins et attentes de la diaspora guinéenne par rapport à son engagement en Guinée en matière d'investissement en temps, en argent, et en compétences.

### Méthodologie adoptée

La méthodologie adoptée est mixte, combinant des outils de collecte et d'analyse de données qualitatifs et quantitatifs. Les données ont été compilées grâce à une revue documentaire en ligne, à un questionnaire distribué en ligne sur Survey Monkey et à des entretiens avec des informateurs clés. L'analyse des données inclue une revue de littérature, des statistiques descriptives et des études de cas.

### Limitations

L'échantillon des répondants au questionnaire ainsi que des informateurs clés n'est pas représentatif de la diaspora guinéenne dans les quatre pays d'intérêt puisque l'échantillonnage n'a pas été aléatoire mais de convenance et boule de neige. La taille des échantillons est aussi limitée du fait de la contrainte de temps et des difficultés à atteindre la diaspora guinéenne. Au total, 70 ont répondu au questionnaire et 10 entretiens ont été conduits. Ainsi, les résultats de l'enquête ne sont pas généralisables.

### Principaux besoins et attentes de la diaspora guinéenne

- **Un besoin en information** : Les répondants ont en majorité très peu voire pas connaissance des initiatives et des agences gouvernementales visant à promouvoir l'engagement de la diaspora
- **Un besoin en transparence** : Les répondants ont manifesté leur besoin d'une plateforme en ligne compilant des informations sur les opportunités d'investissements et d'affaires
- **Un besoin en formation** : Les répondants ont manifesté un besoin en formation non seulement des entrepreneurs de PME en Guinée, mais aussi des membres de la diaspora notamment des membres des Conseils des Guinéens à l'étranger
- **Un besoin en stabilité politique et économique** : Le climat de confiance entre la diaspora et le gouvernement prend place dans un contexte hautement politisé ce qui rend les investisseurs potentiels soucieux.

## Principales recommandations

### Recommandations pour la promotion de l'investissement pour le développement socio-économique par la diaspora

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
Développer et améliorer les compétences au niveau collectif en référence aux membres des Conseils des Guinéens de l'Etranger et des représentants d'associations) mais également au niveau individuel en matière de recherche d'investissements et de gestion de projets.	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grr
Continuer d'organiser des journées portes-ouvertes, des réunions et des forums sur les opportunités d'investissement et d'affaires ciblant la diaspora.	Tous	Court terme	APIP, DGGE, gouvernement guinéen, associations
Evaluer l'efficacité des initiatives prises par les pouvoirs publics pour promouvoir l'investissement de la diaspora.	Tous	Long terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Soutenir l'investissement de la diaspora dans l'agriculture et d'autres secteurs économiques qui alignent avec les secteurs prioritaires d'investissement de l'APIP (mines, infrastructures, tourisme).	Tous	Moyen terme	Gouvernement guinéen, Enabel, AFFORD, Grdr

### Recommandations sur la gouvernance des migrations en lien avec l'engagement de la diaspora guinéenne

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
Compléter la politique d'engagement de la diaspora guinéenne et l'intégrer à d'autres politiques et plans nationaux pour assurer la cohésion des politiques et des pratiques.	Guinée	Moyen terme	DGGE, gouvernement guinéen, Enabel, AFFORD, Grdr
Solidifier le réseau des Conseils de Guinéens à l'Etranger et autres plateformes représentant la diaspora en prenant notamment exemple sur la délégation 14 Conseils de Guinéens en Europe.	Sénégal, Côte d'Ivoire	Moyen terme	DGGE
Encourager la mise en place de et renforcer les mécanismes de reporting et d'échange des données sur la diaspora entre la DGGE et les Conseils des Guinéens de l'étranger et les bureaux consulaires.	Tous	Moyen terme	DGGE
Favoriser le développement des compétences de la diaspora dont les membres des Conseils des Guinéens à l'étranger, notamment sur le montage de projets et la recherche de financement.	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr

Construire des relations institutionnalisées entre les Conseils des Guinéens à l'étranger/DGGE et les associations qui sont en cours dans certains pays d'intérêt comme la France (entre la CAGF et le Conseil des Guinéens en France).	Tous	Moyen terme	DGGE, Conseils des Guinéens à l'Etranger, associations
L'institutionnalisation des relations entre les Conseils des Guinéens à l'Etranger et les associations permet de développer un dialogue permanent avec les membres et les organisations de la diaspora en instaurant par exemple des tables rondes thématiques à intervalles réguliers pour échanger sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance.	Tous	Moyen terme	DGGE, Conseils des Guinéens à l'Etranger, associations
Finaliser la formalisation de la collaboration entre la DGGE et l'APIP – Guinée.	Guinée	Court terme	DGGE et APIP – Guinée

### Recommandations pour la collecte et l'analyse de données sur la diaspora

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
Renforcer les capacités techniques et financières de collecte des données des pouvoirs publics au niveau national, en particulier l'Observatoire Guinéen des Migrations, mais aussi au niveau des Conseils des Guinéens à l'Etranger et des associations de diaspora sur le terrain par des investissements en formation	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, appui de Grdr, AFFORD
Compiler les initiatives prises par les membres de la diaspora en faveur du développement socio-économique de la Guinée et notamment du transfert de compétences et de l'entrepreneuriat : des informations sont disponibles, mais ni accessibles, ni enregistrées, ni analysées sous une forme utile au travail d'élaboration politique.	Tous	Court terme	Associations, Conseil des Guinéens
Continuer de collecter des données qualitatives et quantitatives à l'aide de questionnaires, d'entretiens et de groupes de discussions réguliers.	Tous	Moyen terme	Gouvernement guinéen avec appui des organisations internationales
Cartographier les associations représentant la diaspora guinéenne	Sénégal	Court terme	Conseil des Guinéens avec appui des agences de développement
Recenser la diaspora guinéenne dans les pays d'intérêt pour obtenir des informations détaillées sur son profil	Tous	Moyen terme	Associations avec le Conseil

démographique et socio-économique, ses besoins et ses attentes.			des Guinéens de l'étranger
Développer les capacités techniques et financières des autorités publiques pour intégrer les sources d'informations (quantitatives et qualitatives sur la diaspora et les besoins et attentes de celle-ci).	Tous	Long terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Lancer une enquête sur l'état des connaissances sur la diaspora guinéenne en Côte d'Ivoire avec travail de terrain.	Côte d'Ivoire	Court terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Produire et promouvoir des études de cas et modèles de réussite d'investisseurs de la diaspora en Guinée	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, APIP, AFFORD, Grdr

### Recommandations sur la stratégie de communication

<b>Recommandation</b>	<b>Pays</b>	<b>Echéance</b>	<b>Responsables</b>
Développer des guides généraux et sectoriels pour faire des affaires en Guinée comprenant des informations sur les opportunités d'investissement et d'affaires, les lois et réglementations en vigueur, les agences responsables, les obligations et bénéfices ainsi que les procédures.	Guinée	Moyen terme	Gouvernement guinéen, appui agences de développement
Développer et lancer une plateforme en ligne ou d'une section sur un site web comme celui de l'APIP - Guinée ou de la DGGE ciblant la diaspora et communiquant des informations actualisées sur les opportunités d'investissement sectoriel, avec leurs obligations respectives et les procédures à engager.	Guinée	Long terme	Gouvernement de Guinée & APIP - Guinée
Actualiser régulièrement les informations sur le portail de l'APIP – Guinée soutien technique et informatif sur les projets d'investissement et d'affaires en Guinée	Guinée	Court terme	Gouvernement guinéen
Engager une simplification des procédures et obligations pour faciliter les étapes administratives pour l'investissement de la diaspora.	Guinée	Long terme	Gouvernement guinéen
Continuer d'utiliser les sites des réseaux sociaux tels que LinkedIn, WhatsApp et Facebook pour la communication, le marketing, et la sensibilisation même pour les pouvoirs publics. Ces plateformes sont des outils efficaces peu coûteux qui permettent de contacter les membres de la diaspora au-delà des frontières.	Tous & Guinée	Court terme	Gouvernement guinéen, associations, agences de développement



## 1. Introduction

### 1.1 Contexte

Le Projet d'Appui aux mécanismes de mobilisation de la diaspora pour une contribution durable au développement de la Guinée (PAMMOD Guinée) vise à faciliter la contribution de la diaspora guinéenne en Afrique et en Europe au développement socio-économique de la Guinée, par la mise en place d'un dispositif pour faciliter leur participation au partage de leurs compétences, à l'apport d'un soutien, à l'apprentissage et aux échanges avec des entrepreneurs guinéens locaux.

Le projet est porté par le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement (Grdr), association de droit français créée en 1969 à l'initiative de ressortissants ouest-africains établis en France, en partenariat avec la Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF) et la fondation africaine pour le développement (*African Foundation for Development*, AFFORD), organisation internationale basée au Royaume-Uni.

L'enquête constitue la première étape du projet PAMMOD.

### 1.2 Objectifs de la recherche

L'objectif général de l'enquête est d'identifier les besoins et attentes de la diaspora guinéenne basée en France, en Côte d'Ivoire, en Belgique, et au Sénégal par rapport à leur engagement vis-à-vis du développement socio-économique de la Guinée. Il s'agit plus spécifiquement d'identifier les investisseurs et les professionnels de la diaspora ayant un intérêt à investir du temps et de l'argent et souhaitant mettre leurs compétences à profit pour soutenir et renforcer l'entrepreneuriat local et accompagner le transfert de compétences et le partage d'expérience professionnelle.

Ainsi les objectifs spécifiques de l'enquête sont les suivants :

- Développer un profil démographique et socio-économique des investisseurs de la diaspora guinéenne
- Recueillir des informations détaillées sur la situation actuelle de la diaspora guinéenne
- Identifier les répondants intéressés par des initiatives de transferts des compétences et de partage d'expérience professionnelle
- Identifier les besoins pour rendre effective la participation de la diaspora au développement de la Guinée, lorsqu'elle est souhaitée
- Identifier les mécanismes à mettre en place pour faciliter les investissements productifs et solidaires de la diaspora

### 1.3 Structure du rapport

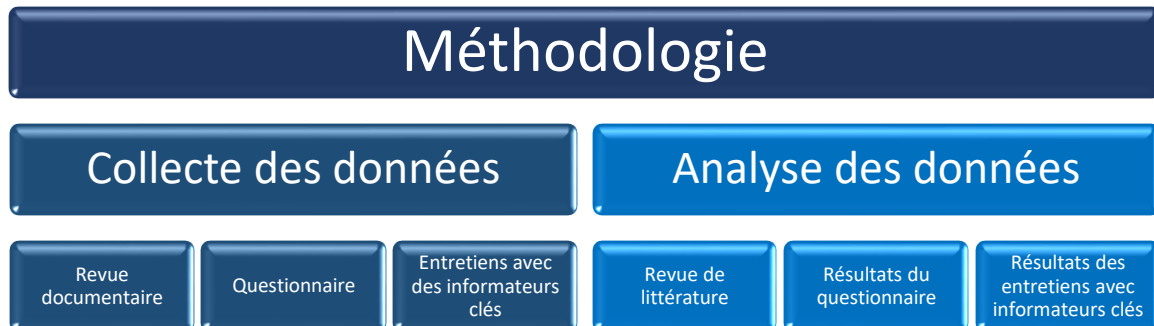
Le présent rapport est structuré comme suit. La section suivante décrit la méthodologie utilisée pour recueillir et analyser les données. La section 3 passe en revue la littérature des initiatives impliquant la diaspora guinéenne dans les quatre pays d'intérêt. La section 4 présente les résultats du questionnaire d'enquête, tandis que la section 5 décrit les résultats des KII. La dernière section conclut et formule des recommandations pour faire avancer l'engagement de la diaspora en Guinée.

## 2. Méthodologie

### 2.1 Approche globale

La méthodologie utilisée dans ce projet est basée sur une approche mixte, combinant des éléments de la recherche quantitative et qualitative (graphique 1). Les données quantitatives ont été recueillies à l'aide d'une revue documentaire en ligne et d'un questionnaire. Les données qualitatives ont été recueillies à l'aide d'entrevues avec des informateurs clés et de questions ouvertes dans le questionnaire. Par conséquent, les données primaires complètent les données secondaires.

Graphique 1 Description de la méthodologie



### 2.2 Outils de collecte de données

#### 2.2.1 Revue documentaire

Une revue documentaire a été effectuée en ligne afin de recueillir, rassembler et analyser toute l'information nécessaire. La revue documentaire était à la fois interne aux organisations partenaires (AFFORD, Grdr et CAGF) et externe en référence à l'information disponible publiquement en ligne.

À cette fin, le processus de recherche a compris des activités de recherche documentaire, telles que :

- Un examen des publications par les autorités et agences publiques
- Un examen des rapports des Nations Unies
- Un examen d'autres rapports publiés par des organisations internationales
- Un examen des documents non valables en ligne partagés par les différentes parties prenantes

Les références utiles sont en lien avec :

- La situation économique de la Guinée
- Le profil de la diaspora guinéenne
- Les initiatives existantes de la diaspora guinéenne en général et en faveur du développement socio-économique du pays en particulier
- Le cadre politico-juridique élaboré sur l'engagement de la diaspora guinéenne
- Le contexte national en France, en Côte d'Ivoire, en Belgique, et au Sénégal par rapport à la diaspora guinéenne

#### 2.2.2 Questionnaire d'enquête

##### ❖ Objectifs

Le questionnaire rassemble des données sur :

- Le profil démographique et socio-économique de la diaspora guinéenne
- La situation actuelle de la diaspora guinéenne
- Les relations de la diaspora avec la Guinée
- Les besoins et les attentes de la diaspora guinéenne par rapport à leur contribution au développement socio-économique de la Guinée
- Leur intérêt pour participer à un programme de mentorat

❖ Portée et population cible

Le questionnaire ciblait la diaspora guinéenne en Belgique, en Côte d'Ivoire, en France et en Belgique qui :

- Manifestait un intérêt dans l'entrepreneuriat et/ou l'investissement en Guinée
- A lancé une entreprise et/ou investi en Guinée
- Disposait de compétences générales et interpersonnelles qui permettront de soutenir le développement socio-économique de la Guinée

❖ Stratégie d'échantillonnage

Afin d'atteindre la population cible, les partenaires (CAGF et Grdr) ont fourni un soutien et participé à la dissémination du questionnaire auprès de leur réseau. Ainsi, la stratégie d'échantillonnage n'est pas randomisée. Les réseaux de chaque Conseil des Guinéens de l'Etranger dans les pays cibles ont été utilisés. Le soutien de la Direction Générale des Guinéens de l'Etranger (DGGE) dans ce processus a été important. De plus, le lien du questionnaire a été mis en ligne sur des plateformes à dimension internationale telles que :

- La plateforme iDiaspora <https://www.idiaspora.org/> et sur le compte LinkedIn iDiaspora – Diaspora Engagement en français et en anglais, accessible à <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7034883724827615232/>
- La plateforme de l'ICMPD et le compte LinkedIn de Fanny Tittel Mosser, Knowledge Management and Research Officer, ICMPD en français et en anglais, accessible à <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7034824281662353408/>

Au total, 73 personnes ont répondu au questionnaire. Parmi eux, 3 n'ont pas souhaité donner leur consentement éclairé pour participer à l'étude. Ainsi, 70 réponses sont considérées dans l'analyse des données. L'objectif initial était de collecter 60 réponses.

❖ Modalités et instruments de collecte des données

Le questionnaire élaboré en français a été administré en ligne à l'aide de SurveyMonkey. La participation était volontaire. Le questionnaire disponible en Annexe 1 contenait les modules suivants :

- Questions de dépistage
- Profil démographique et socio-économique
- Relations avec la Guinée
- Investir en Guinée
- Favoriser l'engagement de la diaspora en Guinée
- Coordonnées de contact

### 2.2.3 *Entretiens avec des informateurs clés*

❖ Profil des informateurs clés



Les entretiens avec des informateurs clés sont des entretiens avec des experts qui peuvent donner leur opinion sur la diaspora guinéenne dans les pays d'intérêt. Au total, 10 entretiens ont été conduits entre le 17 février et le 15 mars 2023 (table 1). L'objectif initial était de conduire 3 entretiens.

Table 1 Liste des entretiens avec des informateurs clés conduits

#	Nom et prénom	Position et organisation	Entité	Date
1	Stanislas Agossou	Grdr	Privée	17/02/2023
2	Barry Saitiou	Directeur, DGGE	Publique	20/02/2023
3	Diallo Netty	Secrétaire générale, CAGF	Privée	21/02/2023
4	Diallo Amadou Oury Thielere	Président, Conseil des Guinéens au Sénégal	Publique	22/02/2023
5	Benemou Michel Kaman	Président, Conseil des Guinéens en France	Publique	24/02/2023
6	Fanta Bayo-Leveque	Secrétaire Générale, ACTOG	Privée	24/02/2023
7	Diallo Bassamba	Président, Conseil des Guinéens en Belgique	Publique	27/02/2023
8	Alpha Ousmane Diallo	Secrétaire scientifique, Université Sonfoniah	Publique	1/03/2023
9	Fana Tolno	Directeur Général, Observatoire Guinéens des Migrations	Publique	1/03/2023
10	Fatoumata Conde	Secrétaire générale, APIP - Guinée	Publique	15/03/2023

#### ❖ Objectifs

Les entretiens ont permis de recueillir des informations qualitatives approfondies sur :

- Les associations et réseaux actifs
- La collecte de données sur la diaspora guinéenne
- Le profil démographique et socio-économique de la diaspora guinéenne
- La situation des PME et l'écosystème d'investissement pour les PME en Guinée
- Les interventions de la diaspora guinéenne en Guinée en général et visant au développement socio-économique du pays en particulier
- Les besoins et attentes de la diaspora guinéenne par rapport à son engagement pour le développement socio-économique du pays

Les entretiens visaient également à obtenir l'accès à toutes les données nécessaires, y compris celles produites par les acteurs gouvernementaux qui ne sont pas encore reflétées dans les statistiques officielles.

#### ❖ Stratégie d'échantillonnage

Le recrutement des informateurs clés s'est fait sur la base d'une méthode d'échantillonnage de convenance et en boule de neige pour des raisons pratiques d'accessibilité et de coût. Les partenaires Grdr et la CAGF ainsi que la DGGE ont contribué à l'identification d'informateurs clés.

Certains informateurs clés potentiels n'ont pu être joints dans le temps imparti. Il s'agit notamment de la présidente du Conseil des Guinéens en Côte d'Ivoire, Mme Kaba Sekou et d'un représentant de l'Agence de Promotion des Investissements Privés – Guinée (APIP – Guinée).

Pour la collecte d'information, la technique d'entretien semi-structuré a été adoptée. Ainsi, un guide d'entretien (canevas) élaboré en français et disponible en Annexe 2 a été préparé et envoyé aux informateurs avant les entretiens.

### 2.3 Analyse des données et présentation des résultats

Les données récoltées sont analysées et présentées dans ce rapport à travers la revue de littérature et des tables, graphiques, et cartes.

### 2.4 Défis et limites

#### ❖ Revue documentaire : peu d'information actualisée en ligne

La première phase de l'enquête a consisté à conduire une revue documentaire. Cependant, les données et publications sur la diaspora guinéenne dans les quatre pays d'intérêt sont limitées et les sites Internet des autorités guinéennes (ministères ou départements) mettent en ligne des informations non actualisées ou incomplètes. Afin de surmonter ce défi, les entretiens avec des informateurs clés ont permis de réunir une information récente sur la situation dans les quatre pays d'intérêt par rapport à l'engagement de la diaspora guinéenne.

#### ❖ Questionnaire : Recrutement d'une population difficile à atteindre

Toute une série de limitations est liée au profil de la population cible, à savoir la diaspora guinéenne ayant un intérêt pour les affaires et l'investissement en Guinée. Les critères font que la population cible n'est pas importante dans chaque pays d'intérêt. Compte tenu de l'échéancier serré, il a été difficile d'identifier et de recruter des répondants potentiels. Les méthodes par convenance et en boule de neige ont permis d'atteindre le nombre de répondants visés (60). Cependant, cet échantillon n'est pas représentatif de la population et les résultats obtenus ne peuvent être généralisés. Les résultats guideront les analyses ultérieures faites sur les besoins et attentes de la diaspora guinéenne.

#### ❖ Données autodéclarées

Les limites méthodologiques concernent la méthode de collecte de données adoptée, à savoir le questionnaire. Les questionnaires reposent sur des techniques d'auto-évaluation, car les répondants rendent compte directement de leur propre expérience, perception, comportement et/ou intentions. Par conséquent, les informations recueillies sont sujettes à des biais potentiels tels que la désirabilité sociale, la mémoire sélective ou la capacité introspective. Afin de minimiser ces biais, le questionnaire a été examiné et des questions simples et directes ont été utilisées dans la mesure du possible. Les répondants ont également été informés de leur droit de refuser de répondre à une question, et du fait que les données recueillies ont été utilisées sous une forme généralisée dans le cadre d'un projet scientifique.

#### ❖ Coordonnées de contact

Les informations qui permettent de contacter les membres de la diaspora guinéenne dans les pays cibles sont le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse électronique. Dans un certain nombre de cas, les répondants potentiels au questionnaire ne disposent pas d'une adresse électronique. Pour contrer cette limitation, les réseaux sociaux tels que LinkedIn et Facebook ont été utilisés.

#### ❖ Conduite des entretiens avec des informateurs clés

L'identification des informateurs clés a été réalisée grâce à la méthode boule de neige, de façon informelle. Les coordonnées de contact ont la plupart du temps consisté en un nom, un prénom, et un numéro de téléphone, souvent valide sur l'application WhatsApp. Rarement, les informateurs clés disposaient ou utilisaient une adresse électronique. Pour faciliter le processus, les échanges ont principalement eu lieu sur WhatsApp et la conduite des entretiens s'est faite la plupart du temps par téléphone.

#### ❖ Etudes de cas

Il était initialement prévu d'introduire des études de cas dans le rapport. Ces cas auraient notamment porté sur des investissements réalisés par des membres de la diaspora. Cependant, la contrainte de temps ainsi que la capacité limitée des interlocuteurs à répertorier les initiatives n'ont pas permis de produire de telles études de cas.

#### ❖ Accès à la diaspora guinéenne en Côte d'Ivoire

Des difficultés importantes ont été rencontrées pour contacter la diaspora guinéenne en Côte d'Ivoire. Bien que la plus importante des quatre pays d'intérêt, il n'a pas été évident voire été impossible de l'atteindre. Le réseau de la DGGE n'a pas permis de contacter des représentants du Conseil des Guinéens en Côte d'Ivoire. De même, le réseau de la CAGF ne s'étend pas jusqu'en Côte d'Ivoire. Des efforts supplémentaires ont été fournis pour identifier des groupes représentant la diaspora guinéenne en Côte d'Ivoire sur les réseaux sociaux tels que Facebook et LinkedIn. Ces efforts n'ont pas débouché sur des résultats concluants. Il est par conséquent nécessaire de comprendre les raisons de ces difficultés.

### 3. Revue de la littérature

#### 3.1 Contexte économique et climat des affaires

##### ❖ Situation macroéconomique

**Croissance économique.** Le pays a été le plus résilient des pays d'Afrique de l'Ouest face à la crise du COVID-19 en 2020. Grâce à une hausse des activités minières notamment, la croissance du PIB réel a été de 4,3 % en 2021 et de 4.9% en 2022. La croissance économique du pays est tributaire des services et de l'industrie, notamment l'exploitation minière depuis 2017. Les prévisions indiquent que la croissance du PIB réel pourrait atteindre 5,7 % en 2023 (4,2 % en Afrique de l'Ouest).

**Taux d'inflation et de chômage.** Le taux d'inflation était de 9,4 % en 2013-2019 (9,3 % en Afrique de l'Ouest), de 10,6 % en 2020 (10,2 % en Afrique de l'Ouest), et de 11,6 % en 2021 (12,7 % en Afrique de l'Ouest). L'inflation est tirée par l'augmentation des coûts du fret et du carburant et l'inflation des importations de biens de consommation. Le taux de chômage atteignait 6.3% en 2021 suivant une courbe en cloche, en augmentation depuis 2018 (4.8%).

**Finances publiques.** Le déficit budgétaire a atteint 2.3% du PIB en 2021, en amélioration par rapport à 2020 (2.9%). La dette publique s'est stabilisée à 43.3% du PIB en 2021 contre 43.4% en 2020. Le déficit du compte courant s'est considérablement réduit en 2021 passant de 13.7% du PIB en 2020 à 4% du PIB en 2021.

Le pays se caractérise également par une détérioration connexe de la sécurité et une incertitude politique en raison des récents coups d'État.

##### ❖ Climat des affaires

Le climat des affaires est positif et dynamique. D'après les dernières données de l'APIP – Guinée, en 2018-2019, environ 8,000 entreprises étaient créées en moyenne chaque année. En 2022, le nombre de nouvelles entreprises créées est passé à 16,000. Un récent rapport du PNUD et de l'APIP – Guinée (2020) indique une mortalité des entreprises comparable à la moyenne dans la région (75%) et identifie les causes principales qui incluent le manque d'accès à l'information et le manque d'accès au financement. Une autre cause est liée à l'inadéquation des compétences de l'entreprise par rapport à celles requises dans le secteur d'activité.

Les secteurs d'investissement prioritaires identifiés par l'APIP – Guinée sont :

- Les mines et la sous-traitance minière
- L'agriculture et la transformation
- Les infrastructures (construction, logements sociaux)
- Le tourisme

Les PME représentent une part importante de l'économie guinéenne, représentant environ 90% de toutes les entreprises du pays. La majorité des PME en Guinée sont des micro-entreprises, avec moins de 10 employés. Le secteur informel est prédominant en Guinée, avec de nombreuses PME opérant en dehors de l'économie formelle. La pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur les PME en Guinée, dont beaucoup sont confrontées à une demande réduite, à des chaînes d'approvisionnement perturbées et à des contraintes financières.

En outre, les PME guinéennes rencontrent souvent des difficultés pour accéder aux marchés en raison de l'insuffisance des infrastructures et des réseaux de transport (Arieff, 2021). Il y a également un manque de services de soutien, tels que des incubateurs d'entreprises, des accélérateurs et des programmes de mentorat, qui peuvent aider les petites entreprises à croître et à réussir (IFC, 2020). Finalement, la corruption est un défi important en Guinée, et les PME devraient prendre des mesures pour se protéger contre les pots-de-vin et l'extorsion. Les PME devraient travailler avec des partenaires réputés et demander des conseils juridiques pour assurer le respect des lois et réglementations locales. De plus, les PME peuvent se joindre à des associations commerciales locales et à des chambres de commerce pour avoir accès à des réseaux et à des ressources qui peuvent les aider à naviguer dans l'environnement commercial local.

#### ❖ Le défi des compétences sur le marché du travail guinéen

Le marché du travail guinéen est confronté à plusieurs défis liés aux compétences, ce qui peut être un enjeu important pour les PME. Voici quelques-uns des facteurs clés :

- **Éducation et formation** : La qualité de l'éducation en Guinée est médiocre et de nombreux jeunes n'ont pas les compétences nécessaires pour entrer sur le marché du travail. Selon la Banque mondiale, le taux d'alphabétisation en Guinée n'est que d'environ 33%, et le pays a l'un des taux de scolarisation les plus bas au monde. En outre, les programmes de formation professionnelle et technique sont limités, ce qui peut laisser de nombreux jeunes sans les compétences nécessaires pour occuper des emplois qualifiés dans le secteur des PME.
- **Fuite des cerveaux** : De nombreux travailleurs hautement qualifiés en Guinée quittent le pays pour chercher de meilleures opportunités à l'étranger. Cette fuite des cerveaux peut entraîner une pénurie de travailleurs qualifiés dans des secteurs clés de l'économie, ce qui peut représenter un défi particulier pour les PME.
- **Économie informelle** : L'économie informelle est répandue en Guinée, avec de nombreux travailleurs employés dans des emplois peu qualifiés et mal rémunérés. Cela peut limiter la disponibilité de travailleurs qualifiés pour les PME, car les travailleurs peuvent ne pas avoir la formation ou l'expérience nécessaire pour des rôles plus spécialisés.
- **Barrières linguistiques**: La Guinée est un pays multilingue, avec plus de 40 langues différentes parlées. Cela peut créer des barrières linguistiques sur le marché du travail, ce qui peut limiter la capacité des PME à attirer et à retenir des travailleurs qualifiés.
- **Accès limité à la formation et au perfectionnement** : Les PME guinéennes peuvent avoir du mal à offrir des possibilités de formation et de perfectionnement à leurs employés, en raison de ressources limitées ou d'un manque de programmes de formation disponibles. Cela peut limiter la capacité des PME à constituer une main-d'œuvre qualifiée et à s'adapter aux conditions changeantes du marché.

Il existe diverses initiatives visant à développer les compétences des entrepreneurs et des jeunes en Guinée. En voici quelques exemples :

- **Programmes de formation professionnelle** : Le gouvernement guinéen a lancé divers programmes de formation professionnelle pour fournir aux jeunes les compétences nécessaires au marché du travail.

- Programmes d'autonomisation des femmes : Le réseau des jeunes femmes entrepreneurs en Guinée offre des formations, du mentorat et un accès au financement pour les femmes entrepreneurs.
  - Soutien aux petites et moyennes entreprises: La Chambre de commerce guinéenne offre des possibilités de formation et de réseautage pour les PME, selon son site Web. La Banque africaine de développement peut fournir un financement et une assistance technique aux PME.
- ❖ Initiatives d'appui à l'amélioration du climat des affaires

Le gouvernement a récemment mis en œuvre des réformes pour améliorer l'environnement des affaires et attirer davantage d'investissements étrangers (Banque mondiale, 2021). Le Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) prend appui sur différentes stratégies pour améliorer l'environnement des affaires (Fonds Monétaire International, FMI, 2018) :

- La stratégie de développement du secteur privé
- La stratégie de promotion des investissements
- La lettre de politique nationale des PME
- Les options stratégiques qui sous-tendent les réformes structurelles, notamment en matière de promotion du secteur privé

Ainsi, les actions prioritaires identifiées par le gouvernement guinéen sont notamment (FMI, 2018) :

- L'amélioration de l'accès à des crédits bancaires et des services financiers diversifiés et adaptés aux besoins du secteur privé
- La simplification du système fiscal guinéen en général, et du régime fiscal des PME/PMI en particulier
- La simplification des procédures en matière de construction, de transfert de propriété et d'accès à l'eau et à l'électricité
- Le renforcement des capacités du secteur privé
- La formalisation du secteur privé guinéen

En outre, il existe plusieurs initiatives visant à soutenir les PME, telles que l'APIP – Guinée et le Forum des entreprises guinéennes. L'APIP - Guinée est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale, de l'autonomie financière et de gestion.<sup>1</sup> Il s'agit d'un guichet unique pour la création d'entreprises et la promotion des investissements privés en Guinée. Avec six agences locales et l'agence principale à Conakry, l'APIP - Guinée a pour mission de promouvoir l'investissement privé et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de développement des investissements privés étrangers. Elle fournit des prestations dans trois domaines :

- Création et développement d'entreprises et facilitation aux avantages du code des investissements à travers le Guichet Unique de l'Investisseur
- Promotion des investissements et l'accompagnement des investisseurs incluant la mise en relation avec l'administration publique, la mise en relation avec des entreprises privées pour des partenariats ou des joint-ventures
- Appui aux entreprises et assistance technique et suivi à travers le conseil et la formation aux investisseurs nationaux et internationaux et des appuis aux Guinéens de l'étranger.

Selon le rapport de la Banque mondiale (2021), la mise en place du guichet unique à Conakry a permis de réduire les coûts et les délais d'enregistrement des petites entreprises. Ainsi, l'indicateur *Doing*

<sup>1</sup> Voir le site Internet <https://www.invest.gov.gn/page/structure-d-appui-et-de-promotion?onglet=la-promotion-des-investissements-en-guinee>.

*Business* de la Guinée sur le démarrage d'une entreprise s'est régulièrement amélioré, passant de 158 en 2013 à 133 en 2017 et à 122 en 2020. Cependant, le guichet unique n'est pas pleinement opérationnel dans d'autres régions du pays, ajoute le rapport de la Banque mondiale (2021).

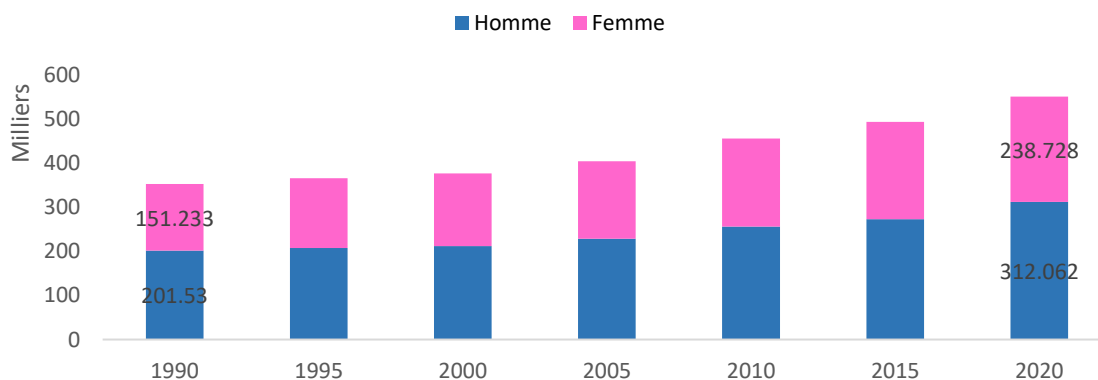
Depuis trois ans, le *Guinean Business Forum* est organisé par l'APIP – Guinée. Il fournit une plate-forme aux entrepreneurs pour échanger des idées et rechercher des opportunités d'investissement. En 2021, l'évènement a eu lieu à Conakry avec plus de 2,000 participants dont 1,000 en ligne et en 2021, l'évènement a pris place à Dubai (1,400 participants dont 1,000 en ligne). Un troisième forum aura lieu en février 2024. Ces forums permettent non seulement d'avoir des informations actualisées et adéquates sur le coût de création d'entreprises et les procédures d'investissement en Guinée, mais a également un volet transactionnel durant lequel des signatures de contrats peuvent avoir lieu.

### 3.2 Diaspora guinéenne : état des lieux

#### ❖ Taille et localisation de la diaspora guinéenne

La Guinée est un pays d'émigration nette. Depuis 1996, le taux de migration net est négatif, ce qui signifie que chaque année, il y a plus de personnes - citoyens et non-citoyens - qui quittent le pays que de personnes qui viennent en Guinée. Selon les données les plus récentes du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (2020), à la mi-2020, 550 790 Guinéens vivaient à l'étranger (56,7% étaient des hommes). Cela représentait une augmentation globale de 56% par rapport à 1990 (352 763 personnes, dont 57% d'hommes). Le graphique 2 présente l'évolution du nombre de Guinéens vivant à l'étranger par sexe entre 1990 et 2020.

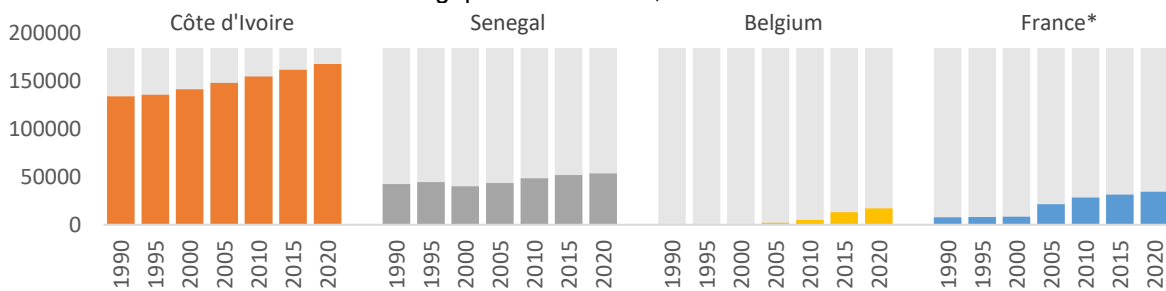
Graphique 2 Stock de migrants internationaux guinéens, milieu de l'année et par sexe (1990-2020)



Source : Département des Affaires Economiques et Sociales, Nations Unies (2020).

Les migrants guinéens se sont principalement déplacés dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), vers d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord, notamment la Côte d'Ivoire (167 516 en 2020) et le Sénégal (53 430). Ils se sont également déplacés dans une moindre mesure et plus récemment vers les pays européens. En 2020, il y avait 34 557 Guinéens en France et 18 142 Guinéens en Belgique. En 2020, 49,7 % des Guinéens vivant à l'étranger (550 760 personnes) étaient basés en Côte d'Ivoire (30,4 %), au Sénégal (9,7 %), en France (6,3 %) ou en Belgique (3,3 %). L'évolution entre 1990 et 2020 du nombre de Guinéens vivant dans les quatre pays d'intérêt est présentée dans le graphique 3.

Graphique 3 Nombre de migrants guinéens au milieu de l'année en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Belgique et en France, 1990-2020



Source : Département des Affaires Economiques et Sociales, Nations Unies (2020).

Compte tenu des différentes vagues migratoires et de la diversité des motivations, des intentions et de la durée de résidence des migrants guinéens dans les pays de destination, la diaspora guinéenne n'est pas un groupe homogène.

Les données compilées par les Nations Unies souffrent de quelques limitations lorsqu'il s'agit d'estimer la taille de la diaspora guinéenne. En effet, elles ne prennent pas en compte les migrants en situation irrégulière, les migrants naturalisés qui n'ont pas de passeport guinéen, et ceux qui appartiennent à une diaspora multigénérationnelle. Ainsi, les données peuvent-elles varier considérablement d'une source à l'autre. Par exemple, d'autres sources estiment le nombre de Guinéens vivant au Sénégal entre 500 000 et 1 million (Organisation Internationale pour les Migration, OIM, 2020) et au moins 50 000 en France.

- ❖ Profil démographique et socio-économique de la diaspora guinéenne en Belgique, en Côte d'Ivoire, en France et au Sénégal

Les informations sur le profil démographique et socio-économique de la diaspora guinéenne sont rares. Les données sont compilées dans la table 2.

Table 2 Profil démographique et socio-économique de la diaspora guinéenne en Belgique, en Côte d'Ivoire, en France et au Sénégal (2020)

	Belgique	Cote d'Ivoire	France	Sénégal
<b>La diaspora en 2020 (UN DAES)</b>	18142	167516	34557	53430
<b>Rang de la diaspora dans le pays (taille)</b>	2 <sup>ème</sup> après le Congo	3 <sup>ème</sup> après le Burkina Faso et le Mali	Top 15	1
<b>Réfugiés (2021)*</b>	3 656	0	19 979	0
<b>Demandeurs d'asile (2021)*</b>	1 050	5	3 216	135
<b>Nationalité</b>			1/3 avec Français nationalité	
<b>Proportion d'hommes</b>	51%	54%	52%	64%
<b>Âge</b>				
<b>Niveau d'éducation**</b>	Niveau faible, élevé d'analphabétisme, 12 % avec un niveau tertiaire		Élevé, 23% avec un niveau tertiaire	
<b>Ethnicité majoritaire</b>	Peul		Diakhanké	Peul
<b>Profil***</b>	Principalement des entrepreneurs	Activités agricoles		Commerce, transport

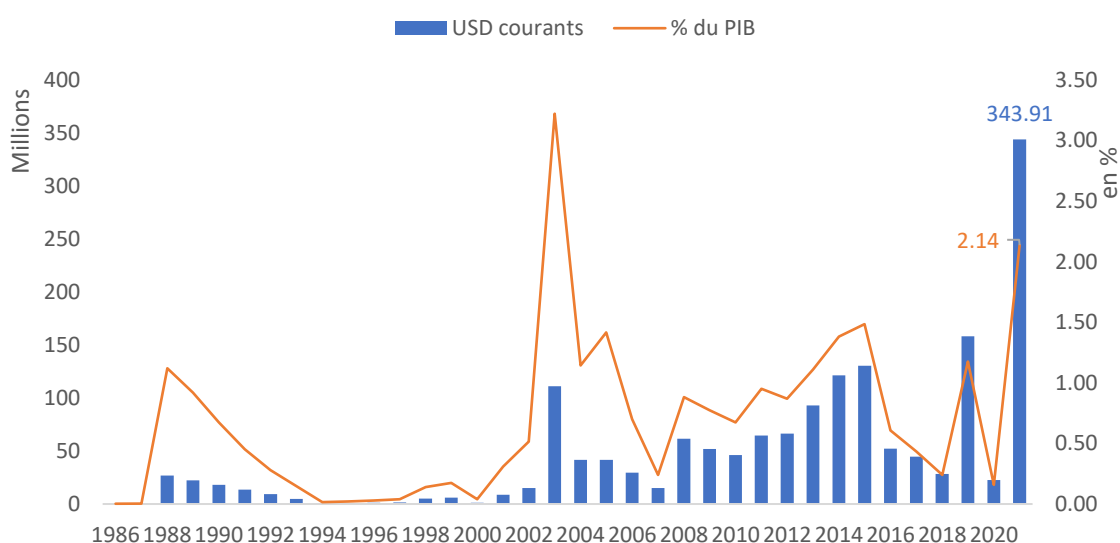
Sources : \*Haut Commissariat aux Réfugiés (n.d.) \*\*Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) \*\*\*OIM (2020)



## ❖ Envois de fonds

Les envois de fonds sont définis comme les transferts monétaires personnels, transfrontaliers ou à l'intérieur d'un même pays, effectués par les migrants vers des individus ou des communautés avec lesquels le migrant a des liens (OIM, 2019). La Banque Centrale de la République de Guinée collecte des données sur les envois de fonds. Les services de la Banque mondiale produisent des estimations des envois de fonds des particuliers sur la base des données de la balance des paiements du FMI. Le graphique 4 montre l'évolution des envois de fonds personnels reçus en Guinée en USD courants et en pourcentage du PIB entre 1986 et 2021.

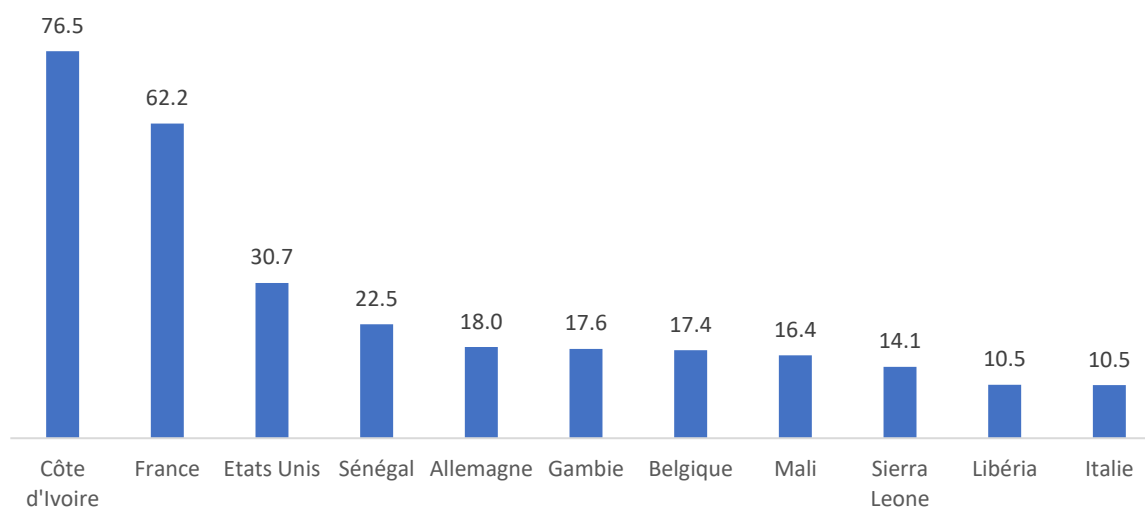
Graphique 4 Envois de fonds des particuliers reçus en Guinée (USD courants et % du PIB), 1986-2021



Source : Banque mondiale (n.d.)

Des estimations des envois de fonds bilatéraux sont disponibles pour 2021. Sur la base de la méthodologie développée par Ratha et Shaw (2007), les envois de fonds bilatéraux sont désagrégés en utilisant les revenus du pays d'accueil et du pays d'origine et les stocks de migrants estimés à partir de 2021. Le graphique 5 montre les principaux pays d'envoi de fonds vers la Guinée. Le premier est la Côte d'Ivoire avec 76,5 millions USD envoyés en 2021, suivie de la France (62,2 millions USD), des États-Unis (30,7 millions USD). Le Sénégal est le quatrième pays d'envoi de fonds avec 22,5 millions USD et la Belgique est le septième avec 16,4 millions USD.

Graphique 5 Top-10 des pays sources de transferts de fonds en Guinée en 2021



Source : KNOMAD Matrice bilatérale des envois de fonds. Voir <https://www.knomad.org/data/remittances>.

Il existe plusieurs mises en garde concernant les données sur les envois de fonds bilatéraux. Premièrement, la matrice bilatérale présentée est une estimation analytique dérivée d'une estimation globale des flux matriciels bilatéraux. L'estimation est simplement cela, une estimation basée sur la méthodologie et des hypothèses logiques. Les mises en garde jointes à cette estimation sont les suivantes : a) Les données sur les stocks de migrants sont tirées de la Matrice des migrations bilatérales, elle-même fondée sur les données de la Division de la population et du recensement national des Nations Unies. Ceux-ci sont par nature rarement mis à jour et peuvent ne pas refléter de manière appropriée les changements soudains dans le stock de migrants ; b) Les revenus des migrants à l'étranger (Ratha et Shaw, 2007). Il existe plusieurs mises en garde concernant les données sur les envois de fonds bilatéraux. Premièrement, la matrice bilatérale présentée est une estimation analytique dérivée d'une estimation globale des flux matriciels bilatéraux. L'estimation est simplement cela, une estimation basée sur la méthodologie et des hypothèses logiques. Les mises en garde jointes à cette estimation sont les suivantes : a) Les données sur les stocks de migrants sont tirées de la Matrice des migrations bilatérales, elle-même fondée sur les données de la Division de la population et du recensement national des Nations Unies. Ceux-ci sont par nature rarement mis à jour et peuvent ne pas refléter de manière appropriée les changements soudains dans le stock de migrants ; b) Les revenus des migrants à l'étranger (Ratha et Shaw, 2007).

Les envois de fonds ont représenté en moyenne 0,68% du PIB sur la période 1986-2021, et 2,14% en 2021 (341 610 USD). La moyenne en Afrique de l'Ouest et du Centre était de 4 % en 2021. En comparaison, la contribution des envois de fonds au PIB de la Gambie était de 26,8% en 2021. Les informations sur les coûts de transaction des envois de fonds à la Guinée ne sont pas disponibles.<sup>2</sup> En outre, les informations sur l'impact de la migration et des envois de fonds sur le marché du travail, l'entrepreneuriat, ou l'investissement ne sont pas disponibles.

En plus d'envoyer des fonds, la diaspora guinéenne a été impliquée dans le développement socio-économique à travers diverses organisations de la diaspora.

<sup>2</sup> Voir la base de données de la Banque mondiale sur prix des envois de fonds <https://remittanceprices.worldbank.org/>.

- ❖ Associations représentant la diaspora guinéenne en France, en Côte d'Ivoire, en Belgique et au Sénégal

Les associations représentant la diaspora guinéenne en France dans les pays d'intérêt sont listées de façon non exhaustive dans la table 3. La CAGF a près de 50 associations membres.

Table 3 Liste non exhaustive des associations représentant la diaspora guinéenne en France

#	Nom
1	Association pour le Développement de Timbi Tounni en France (ADTTF)
2	Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF)
3	Association FASSO DEME
4	Fédération des Associations Guinéennes en Haut-de-France (FAG-HDF)
5	Association Massif du Tangué en France (AMTF)
6	Rio Nunez
7	Etudiants Guinéens de l'Université Paris-Est Créteil (EGUPEC)
8	Femmes Unies pour le Développement de la Guinée et de l'Afrique (FUDGA)
9	Solidarité Guinée
10	ADSVCG
11	Association de Korbe
12	Diaspora Pella Bantan en Europe (DPBE)
13	Soumbouyanaise
14	Club Demain La Guinée (DLG)
15	Association du DARALABE – Entente Progrès et Solidarité (ADEPS)

La liste indicative des associations représentant les Guinéens en Belgique est disponible au Conseil des Guinéens en Belgique. La cartographie présentée dans la table 4 concerne seulement celles ayant participé au vote du bureau du Conseil en octobre 2022.

Table 4 Liste non exhaustive des associations représentant la diaspora guinéenne en Belgique

#	Nom
1	Association des Femmes de Labé en Belgique
2	Association des Ressortissants de la Préfecture de Lelouma en Belgique
3	Diawaad Asbl
4	Abmes Asbl
5	Association pour le Développement de Gaoual (ADG)
6	Coordination Haali-Pular Asbl
7	Pottal Guibel Asbl
8	Communauté Guinéenne de Flandre
9	Fouta Fotti Dolé Hebhiké Asbl
10	Association Ressortissants de Tougué et amis
11	Guinée Sport Plus
12	Ensemble pour le Renouveau de la Guinée
13	Coopération pour le Développement de Dalaba
14	Association Wallidiral Bhe Wouro
15	Association Tidjaniya des Guinéens de Belgique
16	Association des Ressortissants de Mali en Belgique
17	Dinguiraye Solidarité

18	Kindia Asbl
19	Association des Femmes Guinéennes en Belgique
20	Association des Ressortissants et Sympathisants de Mamou Asbl
21	Association Guinéenne pour la Culture et la Tolérance Asbl
22	Association des Guinéens et Sympathisants de Charleroi
23	Les Amis de Pita et Sympathisants Asbl
24	Entraide NORD-SUD Asbl
25	Association pour le Développement de Timbi Touni Asbl
26	Habib Couture Asbl
27	ARTAB Asbl
28	FGFA Asbl
29	Diwal Labé Belgique Asbl
30	Moussidal Dara Labé et amis Asbl
31	Collectif des Guinéens contre la Répression Asbl
32	Union de la Jeunesse de Ninguelande, Debeya et Timbi Madina vivant en Belgique
33	Dodgol-Touma
35	Ecole pour l'Aide au Développement en Guinée
36	Association des Ressortissants de Hamdallaye Asbl
37	Al Jannah family Belgique
38	Houwodhiral des Guinéens de Flandre
39	Union des Ressortissants de la Sous-Préfecture de Bantignel
40	Afrique Continentale Asbl
41	Miroir d'actions cercle d'intégration MACI Asbl
42	Association des Ressortissants de Gongoré et Sympathisants
43	Les Hauts Plateaux du Fouta Asbl
44	Al Moushsinine Asbl
46	CCGAM
47	Wallindiral fii Bhundou Paraadji
48	Giri & Brothers sprl

Source : Conseil des Guinéens de Belgique

La cartographie des associations représentant la diaspora guinéenne au Sénégal est en cours. Quant à celle de la diaspora guinéenne en Côte d'Ivoire, aucune information actualisée n'a pu être compilée.

### 3.3 Évolution du cadre politique sur l'engagement de la diaspora guinéenne

#### ❖ Un cadre international adapté

La Guinée est membre de plusieurs initiatives régionales et internationales qui contribuent à l'élaboration d'une politique d'engagement de la diaspora. Il s'agit notamment des éléments suivants :

- Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA) qui vise à encourager les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à discuter des questions migratoires telles que la diaspora.
- Dialogue Euro-africain sur la Migration et le Développement dans le cadre du Processus de Rabat qui réunit des pays d'Europe et d'Afrique, la Commission européenne et la CEDEAO, en vue d'organiser les migrations en relation avec les domaines de développement.
- Dialogue entre le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne sur les migrations et le développement.

- Partenariat Afrique-Union européenne qui offre un cadre officiel pour le dialogue, le travail et la coopération.

❖ Gouvernance des migrations

Selon l'OIM (2021), la gouvernance de la diaspora en Guinée est un domaine bien développé et l'engagement avec les partenaires est un domaine avec un potentiel de développement important. Le gouvernement à travers le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger (MAECIAGE) a déployé des efforts pour améliorer la gouvernance de la migration en République de Guinée. Plusieurs initiatives et projets ont été lancés récemment pour faciliter la mobilisation de la diaspora guinéenne au profit du développement socioéconomique du pays.

La DGGE placée sous l'autorité du MAECIAGE est l'institution nationale en charge de la conception, de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique en matière de gestion et de promotion des Guinéens de l'étranger ainsi que de son suivi. La DGGE est responsable de la gestion de la migration en Guinée en collaboration avec les organisations, institutions et départements concernés. C'est le cas du Haut Conseil des Guinéens de l'Etranger (HCGE) qui est consulté régulièrement sur toutes les questions concernant la diaspora. Ainsi, elle est la structure institutionnelle de coordination, d'appui et d'interface pour la mobilisation de la diaspora guinéenne.

En collaboration avec l'APIP - Guinée<sup>3</sup> qui met en œuvre la politique du gouvernement en matière de promotion et de développement des investissements privés nationaux et étrangers, la DGGE organise régulièrement des journées portes ouvertes et des missions économiques qui visent à présenter des opportunités d'investissement et de création d'entreprises en Guinée.

L'évolution de la gouvernance liée à la diaspora guinéenne est présentée dans la table 5.

Table 5 Evolution de la gouvernance liée à l'engagement de la diaspora guinéenne

Année	Aperçu	Détails
Depuis 2012	Talents Guinée Project	Piloté par le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, il vise à favoriser les liens entre les membres de la diaspora et le projet d'entrepreneuriat en Guinée.
2016	Plan national de développement économique et social de la Guinée (PNDES I 2016-2019)	Il y a quelques références à la diaspora. Il souligne en particulier l'absence de mécanisme qui pourrait promouvoir les envois de fonds vers la Guinée et soutient que cela nuit au développement socio-économique du pays.
2017	Conseils des Guinéens à l'étranger	Plusieurs Conseils ont été fondés dans des pays de destination comme la Belgique dans le but de renforcer la coopération transnationale entre les autorités guinéennes et les groupes de la diaspora.
2018	Forum sur l'investissement, Bruxelles, Belgique (14 juin)	
2018	Forum de la diaspora (19 et 20 décembre), Conakry, Guinée	Organisé par le MAECIAGE et APIP - Guinée, il vise à promouvoir l'investissement des Guinéens à l'étranger et à accroître leur contribution au développement socio-économique du pays.

<sup>3</sup> Voir <https://apip.gov.gn/A-propos>.

2018	Haut Conseil des Guinéens de l'Etranger (HCGA)	Créé par le MAECIAGE, il représente la diaspora guinéenne dans son ensemble, regroupant les conseils des Guinéens à l'étranger et servant de pont entre la diaspora et les représentants du gouvernement
2018-2022	Programme INTEGRA	Il soutient l'intégration socio-économique des jeunes ciblant les migrants de retour et les membres de la diaspora guinéenne.
2018	Cadre de politique migratoire pour l'Afrique (MPFA)	Elaboré par l'Union africaine, il contient un pilier sur l'engagement de la diaspora.
2020	Politique nationale migratoire (décembre)	Pilotée par le MAECIAGE avec la collaboration d'autres ministères, elle définit cinq priorités stratégiques dont la migration et le développement. Elle comprend une stratégie pour l'engagement de la diaspora.
2020	Observatoire guinéen des migrations	Lancement du processus de création de l'Observatoire qui aidera à l'élaboration de politiques et d'actions spécifiques.
2021	PNDES II	Lancement du processus consultatif pour l'élaboration du PNDES II.
2023	Journées portes ouvertes en Amérique du Nord organisées par PIPA Guinée (octobre 2023)	
2023	Journées portes ouvertes en France organisées par PIPA Guinée (19 et 20 décembre 2023)	

Notes : MAECIAGE = Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger. APIP - Guinée = Agence de Promotion des Investissements Privés en Guinée.

#### ❖ Vers une stratégie d'engagement de la diaspora

Le gouvernement reconnaît le rôle central de l'engagement de la diaspora dans la définition et la mise en œuvre de la politique de développement. Les politiques d'engagement de la diaspora visent à créer des emplois et à améliorer le taux d'emploi, en particulier pour les jeunes, mais aussi à décourager la migration irrégulière (Mazzilli et al., 2022).

Actuellement, une stratégie d'engagement pour la diaspora guinéenne et les migrants de retour est en cours d'élaboration dans le cadre de la politique migratoire nationale. Quatre axes principaux façonneront la stratégie (Mazzilli et al., 2022) :

- Communiquer et renforcer la collaboration entre les associations et structures de la diaspora guinéenne et le gouvernement.
- Faciliter la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire pour l'implication civique et citoyenne de la diaspora guinéenne et des migrants de retour.
- Faciliter le transfert des ressources financières de la diaspora.
- Valoriser les compétences de la diaspora par le transfert de connaissances et de compétences, notamment pour renforcer des secteurs clés tels que le système de santé et par le renforcement des capacités de la DGGE.

Mazzilli et al. (2022) ont constaté que certaines délégations de la diaspora ont participé activement à la rédaction d'un mémorandum sur les politiques d'engagement de la diaspora – faisant partie de la stratégie d'engagement de la diaspora.

D'après Mazzilli et al. (2022), les autres activités prévues par le gouvernement sont les suivantes :

- Lancement d'un nouveau module dans le Recensement pour faire le point sur les Guinéens à l'étranger et à son tour, pour comprendre comment la diaspora pourrait accroître sa contribution au développement socio-économique de la Guinée
- Lancement d'un site web identifiant les opportunités en Guinée
- Mise en place d'un mécanisme de transfert à faible coût pour les envois de fonds de la diaspora via la Banque Centrale de la République de Guinée et dans le cadre de la nouvelle politique monétaire nationale

#### ❖ Défis et obstacles

Il existe une série de défis ou d'obstacles qui peuvent entraver la mise en œuvre des initiatives liées à l'engagement de la diaspora :

- Manque général de données sur le profil de la diaspora guinéenne (GMDAC, 2022)
- Incohérence entre les politiques et manque de capacités et de coordination entre les acteurs gouvernementaux
- Instabilité politique
- Divergence d'intérêts entre les groupes de la diaspora et le gouvernement (Harley, 2020)
- Capacités humaines, institutionnelles et opérationnelles limitées de la DGGE à répondre aux besoins et attentes de la diaspora (Enabel, 2022)
- Faible niveau de contact et de mise en relation avec la diaspora (Enabel, 2022)
- Manque d'incitants ou d'accompagnement (Enabel, 2022)

### 3.4 Initiatives en affaires et investissements en Guinée

La contribution de la diaspora guinéenne au développement socio-économique en Guinée est récente et n'est pas suivie au niveau national. Les informations sur les initiatives sont rares et peu disponibles en ligne.

## 4. Présentation et analyse des résultats du sondage en ligne

### 4.1 Appartenance à la diaspora

Des 70 répondants, 92% d'entre eux (57 répondants) se considèrent comme un membre de la diaspora africaine en référence à une personne d'origine africaine vivant hors de son pays d'origine, indépendamment de sa citoyenneté et de sa nationalité, et qui souhaite contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union africaine (graphique 6). De plus, 96% des répondants (51 personnes) sont d'origine guinéenne. Les répondants qui ne sont pas d'origine guinéenne ont précisé des origines mixtes, par exemple de mère guinéenne et de père européen (graphique 6).

Graphique 6 Proportions de répondants appartenant à la diaspora africaine (gauche) et à la diaspora guinéenne (droite)



La distribution des répondants par pays de résidence est donnée par le graphique 7. Une majorité (51%, 27 personnes) réside en France, suivi par la Belgique (19%, 10 personnes) et le Sénégal (19%, 10 personnes), et la Côte d'Ivoire (8%, 4 personnes). Cette distribution n'est pas représentative de la distribution des membres de la diaspora guinéenne dans les quatre pays, puisque la plus grande diaspora est en Côte d'Ivoire. Deux répondants ont mentionné un autre pays de résidence, en l'occurrence Chypre du Nord et Portugal.

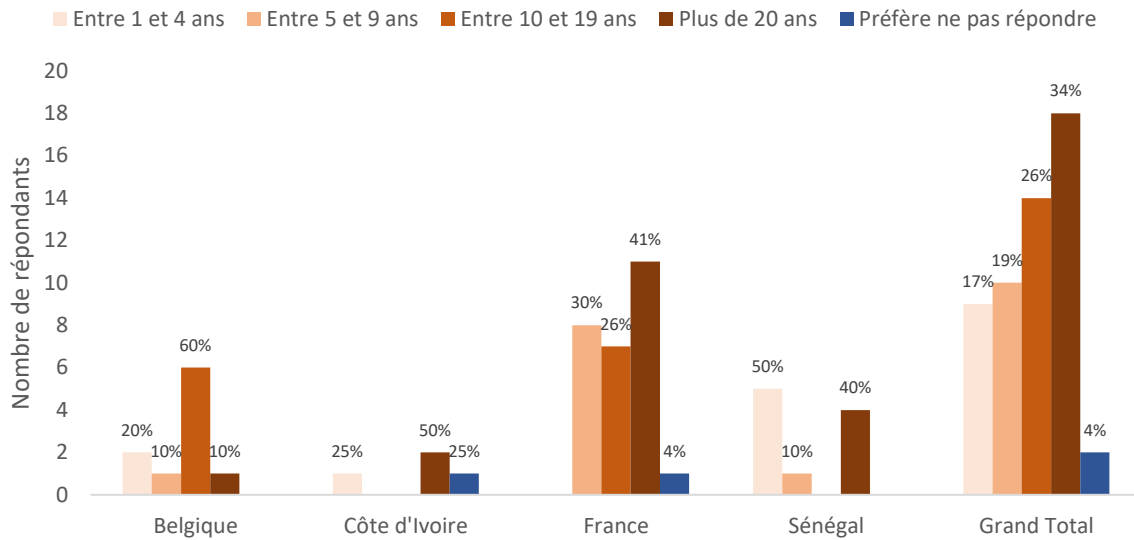
Graphique 7 Distribution des répondants par pays (53 répondants)



La distribution des répondants en fonction du nombre d'années passées dans le pays de résidence est représentée dans le graphique 8. Au total, 50 % des répondants ont passé au moins 10 ans dans le pays de résidence. Il y a des variations notables par pays. Ainsi, 10% des répondants en Belgique ont passé plus de 20 ans dans le pays, alors qu'ils sont 41% et 40% pour les répondants en France et au Sénégal, respectivement. De même, 50% des répondants en Guinée ont passé au moins 20 ans dans le pays. Ces statistiques confirment le fait que les diasporas guinéennes en Côte d'Ivoire, en France et au Sénégal sont plus anciennes que celle de Belgique.



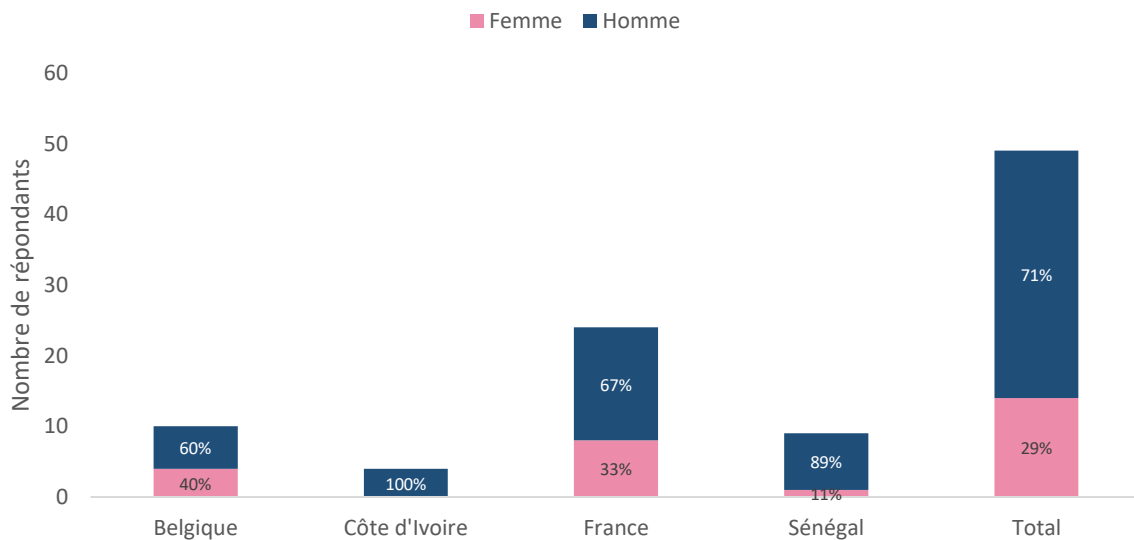
Graphique 8 Nombre d'années passées dans le pays de résidence, par pays de résidence (53 répondants)



#### 4.2 Profil démographique et socio-économique

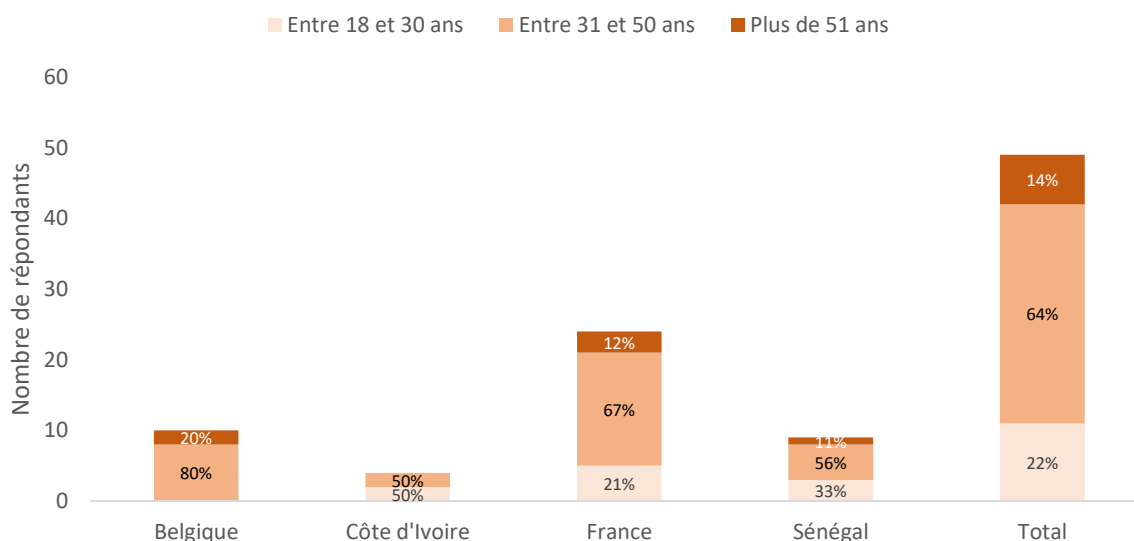
Comme l'indique le graphique 9, les répondants sont majoritairement des hommes (71%). Tous les répondants de Côte d'Ivoire sont des hommes. Le taux est également plus élevé que la moyenne totale parmi les répondants du Sénégal (89%). Les hommes représentent 67% et 60% des répondants de France et Belgique, respectivement.

Graphique 9 Distribution des répondants par sexe et pays de résidence (49 répondants)



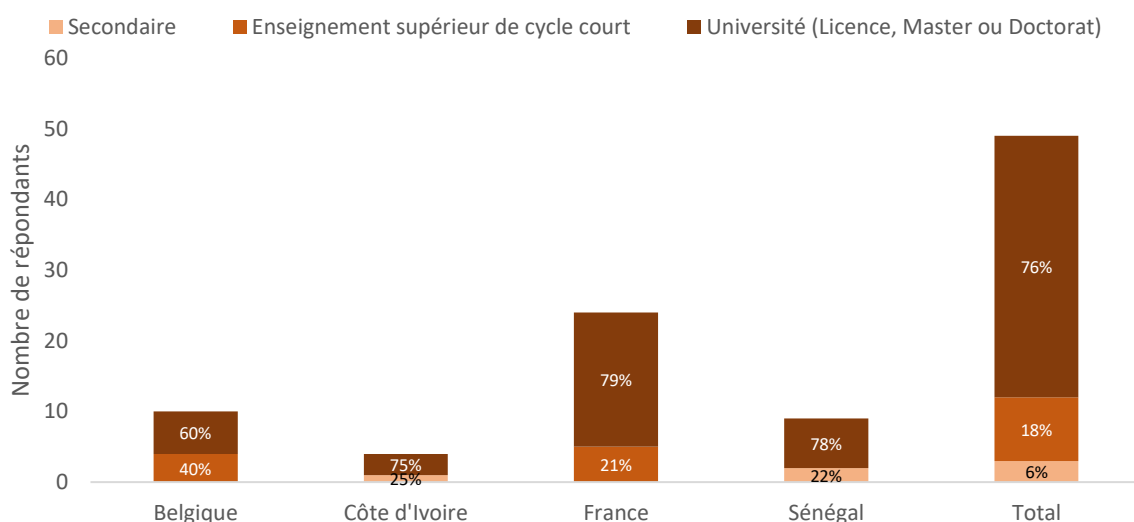
La distribution des répondants par tranche d'âge est donnée par le graphique 10. La majorité (63%) des répondants est âgée entre 31 et 50 ans. Les 18-30 ans représentent 22% du total alors que les plus de 51 ans représentent 14%. Par pays de résidence, il est à noter que 100% des répondants en Belgique ont plus de 31 ans. La moitié des répondants de Côte d'Ivoire a entre 18 et 30 ans. Cette proportion s'élève à 33% et 21% respectivement pour les répondants du Sénégal et de la France.

Graphique 10 Distribution des répondants par tranche d'âge et pays de résidence (49 répondants)



Le plus haut niveau d'éducation atteint désagrégé par pays de résidence est donné dans le graphique 11. Aucun des répondants n'ont mentionné un niveau d'éducation inférieur à un enseignement supérieur de cycle court. La majorité (76%) des répondants a déclaré avoir un niveau universitaire (Licence, Master, ou Doctorat). 18% ont déclaré avoir un niveau de l'enseignement supérieur de cycle court et 6% un niveau secondaire. Les réponses données par les répondants de Belgique indiquent que le niveau moyen est plus faible que celui des répondants des autres pays. Ainsi, 60% des répondants en Belgique ont indiqué avoir un niveau universitaire contre 79%, 78%, et 75% de ceux en France, au Sénégal, et en Côte d'Ivoire, respectivement.

Graphique 11 Distribution des répondants par niveau d'éducation le plus élevé atteint et pays de résidence (49 répondants)



La distribution des répondants par nationalité est représentée par le graphique 12. Des 49 répondants, 88% (43 personnes) ont la nationalité guinéenne. De plus, 59% (29 personnes) ont la double nationalité. 41% (20 personnes) ont la nationalité française. Parmi elles, seules trois ont la nationalité française seulement. Les 17 autres sont franco-guinéens. 12% des répondants ont la nationalité belge. Sur les 10 personnes basées en Belgique, 6 ont la nationalité belge. Parmi eux, tous ont la double nationalité. Parmi

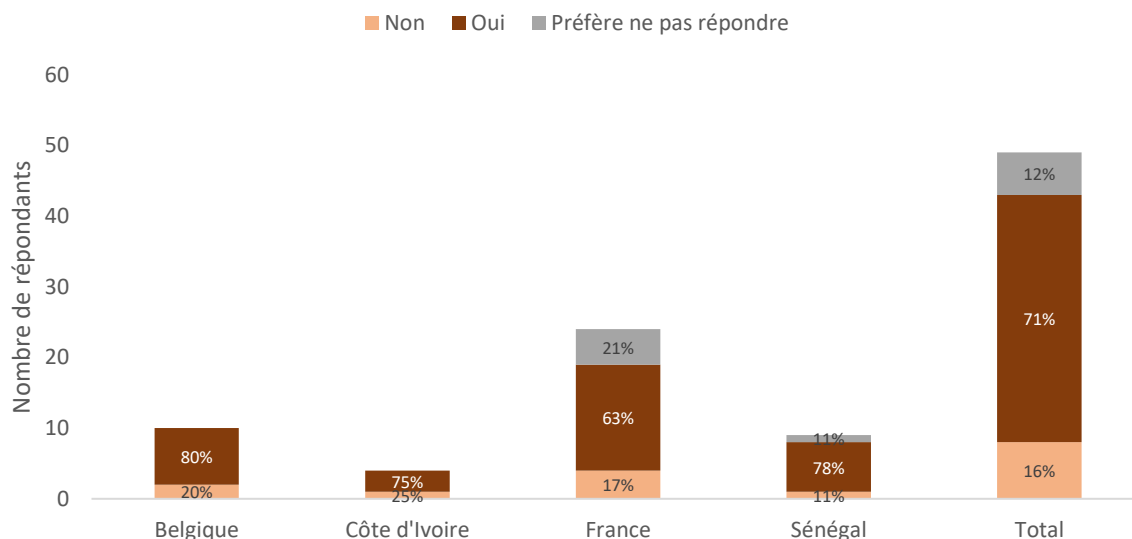
les répondants au Sénégal (10 personnes), 3 ont la nationalité du pays. Enfin, 4 répondants de Côte d'Ivoire ont la nationalité ivoirienne et 75% d'entre eux ont la double nationalité. Les autres nationalités représentées dans l'échantillon sont la nationalité néerlandaise.

Graphique 12 Nationalité des répondants (49 répondants)



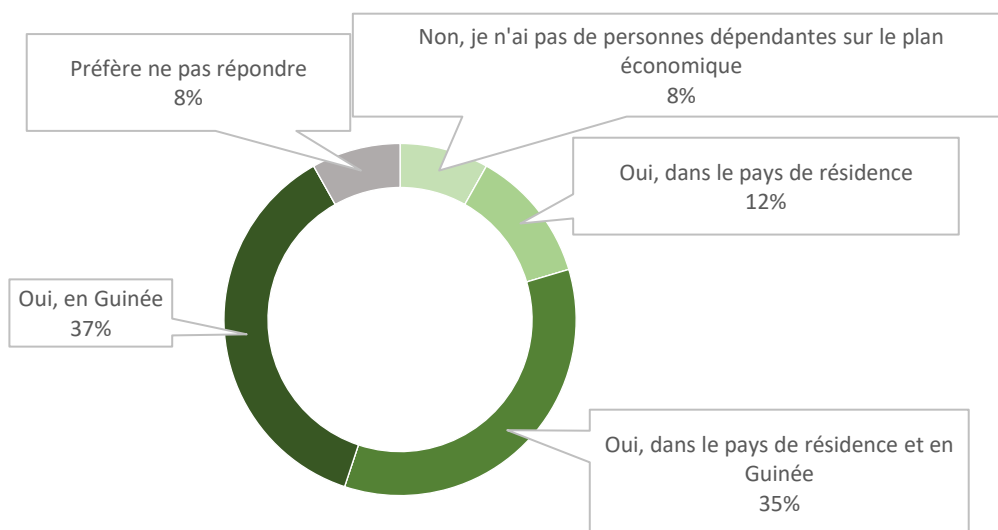
A la question « Etes-vous le chef de famille ? », 12% ont souhaité ne pas répondre avec un taux de 21% parmi les répondants en France (graphique 13). Dans la majorité des cas (71%), les répondants ont précisé être le chef de famille. Ceci sans grande variation entre les pays de résidence.

Graphique 13 Répondant chef de famille, par pays de résidence (49 répondants)



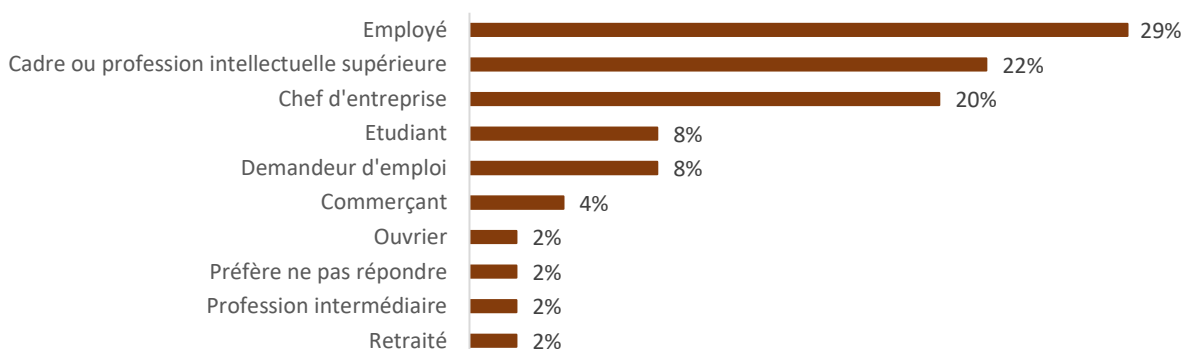
A la question sur l'existence de personnes dépendantes par pays de résidence, 84% des répondants ont indiqué en avoir au moins un, 8% ont indiqué ne pas en avoir et 8% ont préféré ne pas répondre (graphique 14).

Graphique 14 Présence de dépendants dans le ménage du répondants (49 répondants)



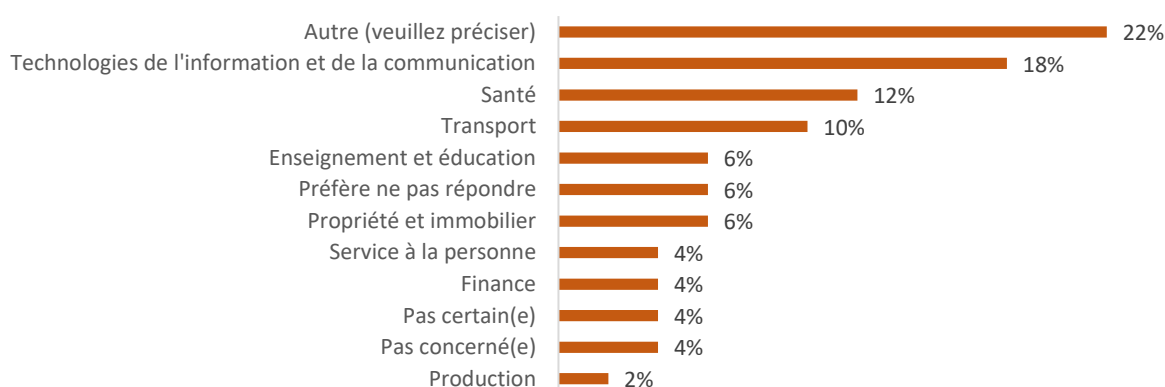
La catégorie socio-professionnelle la plus représentée dans l'échantillon est celle d'employée (29%), suivie de cadre ou profession intellectuelle supérieure (22%) et de chef d'entreprise (20%) (graphique 15). A elles seules, ces trois catégories représentent 71% des répondants.

Graphique 15 Catégorie socio-professionnelle des répondants (49 répondants)



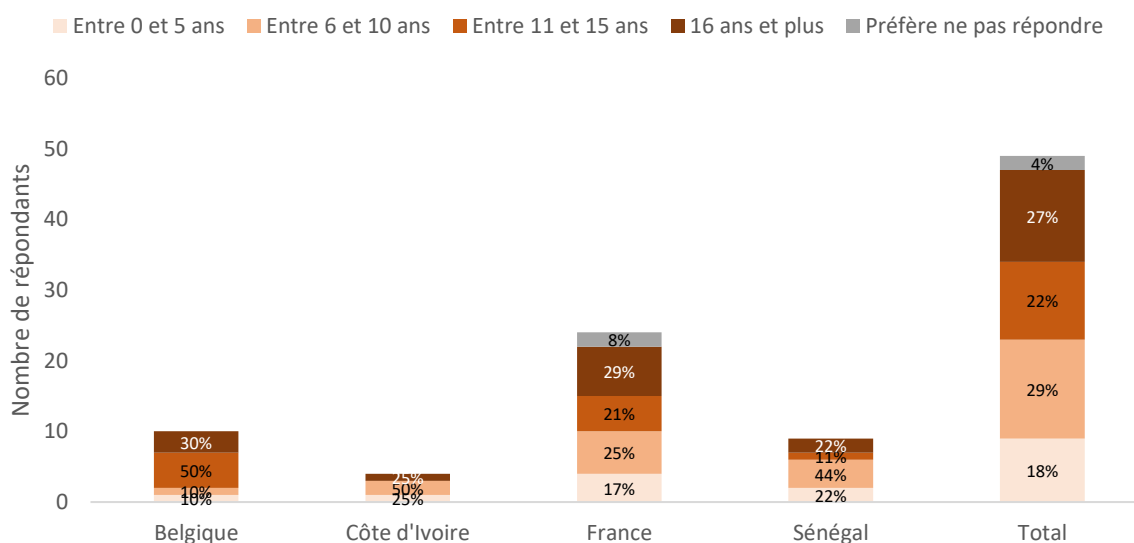
Les secteurs d'activité professionnelle des répondants sont listés dans le graphique 16. La plupart (22%) a cité un secteur non mentionné dans le questionnaire, tel que le secteur du tourisme. 18% des répondants travaillent le secteur des technologies de l'information et de la communication. Les autres secteurs les plus représentés sont la santé (12% des répondants) et le transport (10%).

Graphique 16 Secteur de l'activité professionnelle (49 répondants)



Enfin, la dernière question relative à la situation professionnelle concerne le nombre d'année d'expérience professionnelle des répondants (graphique 17). Au total, 49% des répondants ont au moins 11 ans d'expérience professionnelle, 47% ont 10 ans ou moins d'expérience professionnelle, et 4% ont préféré ne pas répondre. Les différences entre pays de résidence sont notables. Ainsi, la proportion des plus expérimentés se trouve en Belgique (80% avec au moins 11 ans d'expérience) alors que seuls 33% des répondants au Sénégal ont une telle expérience.

Graphique 17 Expérience professionnelle, en année (49 répondants)

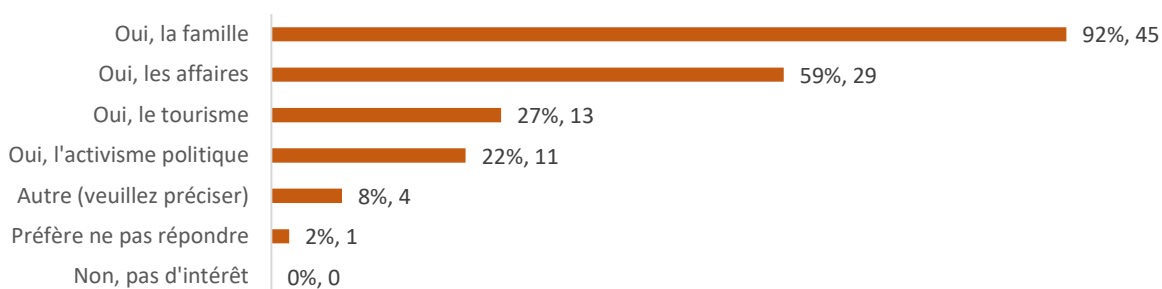


### 4.3 Relations avec la Guinée

#### ❖ Intérêt particulier et connection avec la Guinée

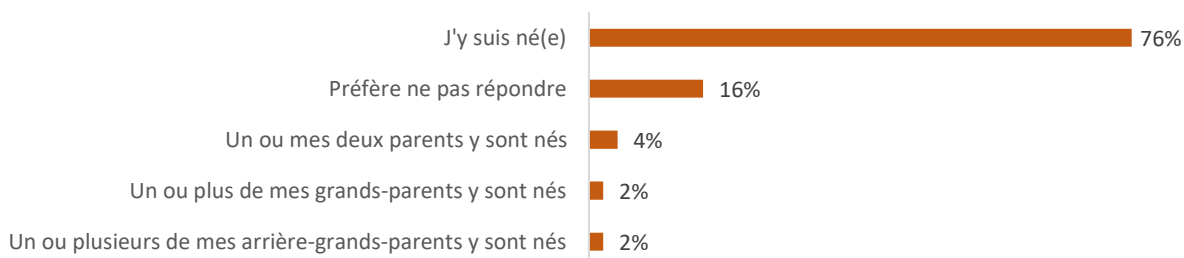
Parmi les intérêts particuliers avec la Guinée, la famille est la réponse la plus populaire (92%), suivie par les affaires (59%) (graphique 18). Les intérêts mentionnés par environ un quart des répondants sont le tourisme (27%) et l'activisme politique (22%).

Graphique 18 Existence d'intérêts particuliers avec la Guinée (49 répondants) (multi-sélection)



Une majorité (76%) des répondants est en fait née en Guinée (graphique 19). La plupart est basée en France (51%). Une proportion non négligeable a préféré ne pas répondre à la question (16%). Ces statistiques indiquent que l'échantillon comporte principalement des Guinéens de première génération.

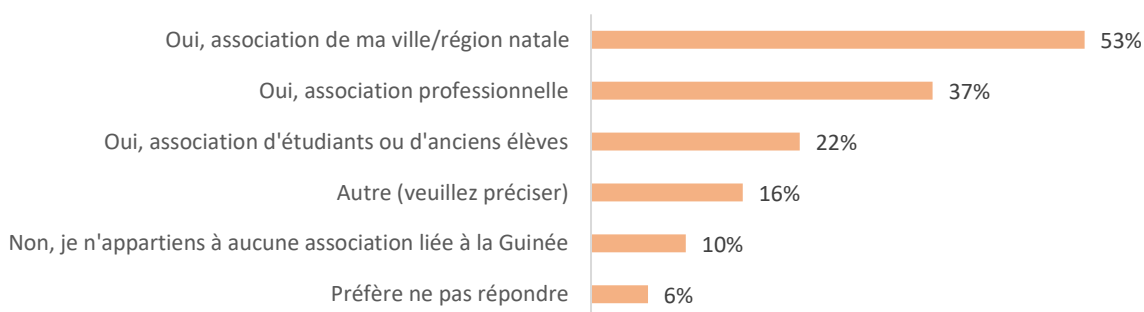
Graphique 19 Connection avec la Guinée (49 répondants)



La plupart des répondants appartient à au moins une association liée à la Guinée (graphique 20). Seuls 10% ont précisé ne pas appartenir à aucune association et 6% ont préféré ne pas répondre. Les associations les plus fréquentes sont celles liées à la ville ou région natale (53%), suivie des associations professionnelles (37%) et dans une moindre fréquence des associations d'étudiants ou d'anciens élèves. 16% des répondants ont mentionné d'autres associations. Cela comprenait notamment :

- Association des ressortissants de la Guinée en Côte d'Ivoire
- Haut conseil des Guinéens de l'étranger
- Association internationale de renforcement des capacités santé, recherche, formation, entrepreneuriat et participation de la diaspora au développement de la Guinée

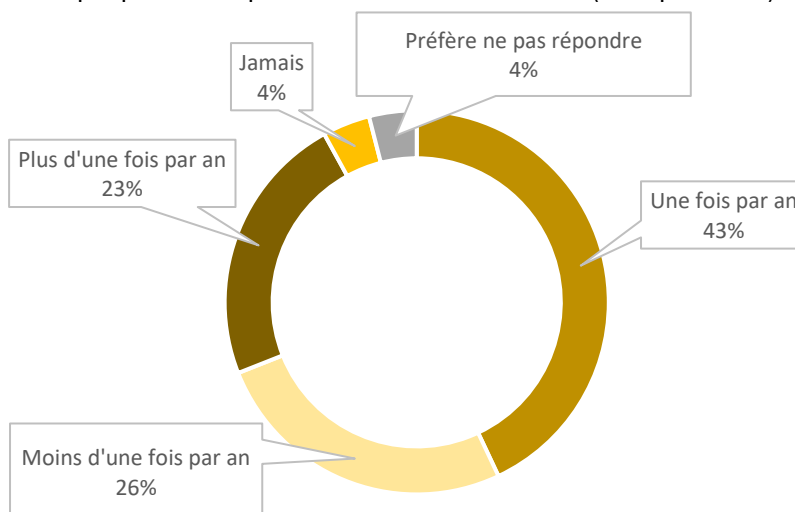
Graphique 20 Appartenance à une association liée à la Guinée (49 répondants)



#### ❖ Visite en Guinée et intentions de retour

La fréquence des visites en Guinée la plus fréquemment citée par les répondants est une fois par an (43%) (graphique 21). Un quart a reporté visiter la Guinée moins d'une fois par an (26%) et plus d'une fois par an (23%).

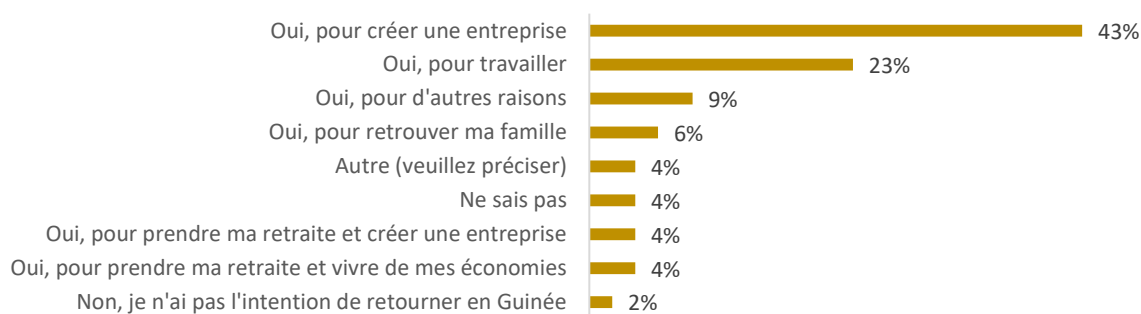
Graphique 21 Fréquence des visites en Guinée (49 répondants)



En moyenne, les visites en Guinée durent moins d'un mois pour la moitié des répondants (51%) et durent entre 1 et 3 mois pour un tiers (34%).

A la question « Avez-vous à terme l'intention de retourner en Guinée ? », une majorité (90%) répond oui (graphique 22). Les raisons sont variées. 43% ont l'intention de retourner en Guinée pour créer une entreprise, 23% pour travailler, 9% pour d'autres raisons et 6% pour retrouver la famille.

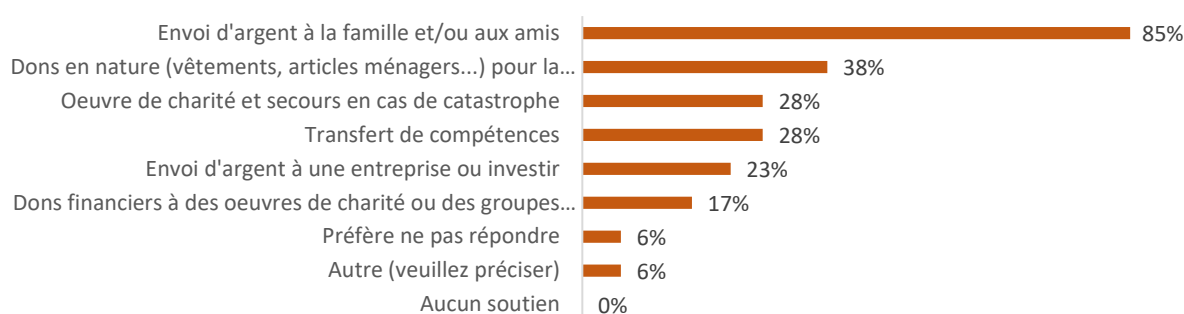
Graphique 22 Intentions de retour permanent vers la Guinée (49 répondants)



#### ❖ Soutien à la Guinée

Tous les répondants ont reporté avoir soutenu la Guinée d'une façon ou d'une autre (graphique 23). Seuls 6% ont préféré ne pas répondre. L'envoi de fonds à la famille et/ou aux amis est la réponse la plus fréquemment donnée (85%). Les autres formes de soutien incluent les dons en nature (vêtements, articles ménagers) pour la famille et/ou les amis (38%), les œuvres de charité et secours en cas de catastrophe (28%), les transferts de compétences (28%) et l'envoi d'argent à une entreprise ou investir (23%).

Graphique 23 Soutien à la Guinée (49 répondants) (multi-sélection)



#### 4.4 Investir en Guinée

##### ❖ Activité et secteur

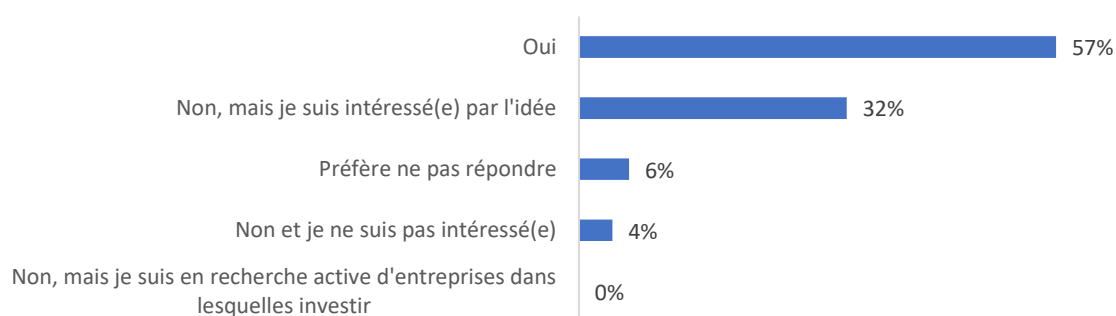
La plupart des répondants ont une idée d'entreprise à créer en Guinée (45%) (graphique 24). Près de 17% ont déjà fait un investissement initial et 13% ont lancé une activité en Guinée. Seuls 6% des répondants n'envisagent pas de lancer leur propre entreprise en Guinée.

Graphique 24 Activité entrepreneuriale en Guinée (47 répondants)



Plus de la moitié (57%) des répondants ont déjà investi pour financer une entreprise ou un projet familial en Guinée (graphique 25). Un tiers (32%) a indiqué être intéressé par l'idée et deux personnes (4%) ne sont pas intéressés. Aucun des répondants n'était en recherche active d'entreprises dans lesquelles investir au moment du questionnaire.

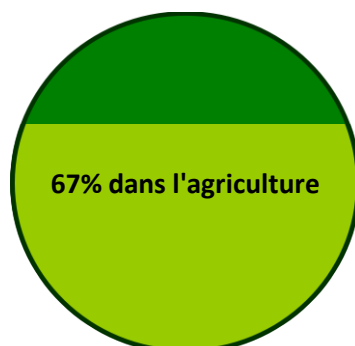
Graphique 25 Investissement pour financer une entreprise ou un projet familial en Guinée (47 répondants)





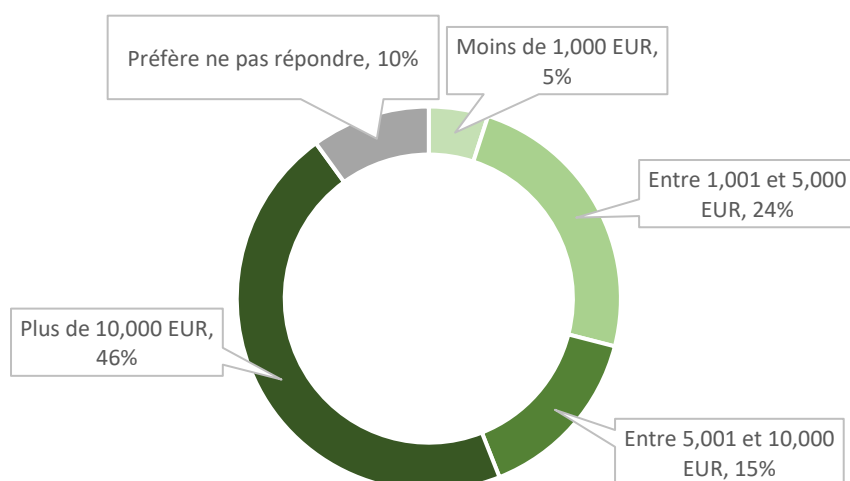
Parmi les secteurs potentiels d'investissement, l'agriculture figure parmi les plus fréquemment cités par les répondants (68%) (graphique 26). Loin derrière sont cités la santé (11%) et les TIC (11%). Les autres secteurs mentionnés par 15% des répondants

Graphique 26 Secteur d'activité d'investissement préféré : l'agriculture (41 répondants)



Parmi ceux intéressés pour investir en Guinée (41 répondants), 46% ont indiqué un montant potentiel de l'investissement de plus de 10,000 EUR (graphique 27). Un quart (24%) a indiqué un montant compris entre 1,001 et 5,000 EUR et environ 15% ont mentionné un montant compris entre 5,001 et 10,000 EUR.

Graphique 27 Montant potentiel d'investissement en Guinée (41 répondants)



#### ❖ Barrières à l'investissement

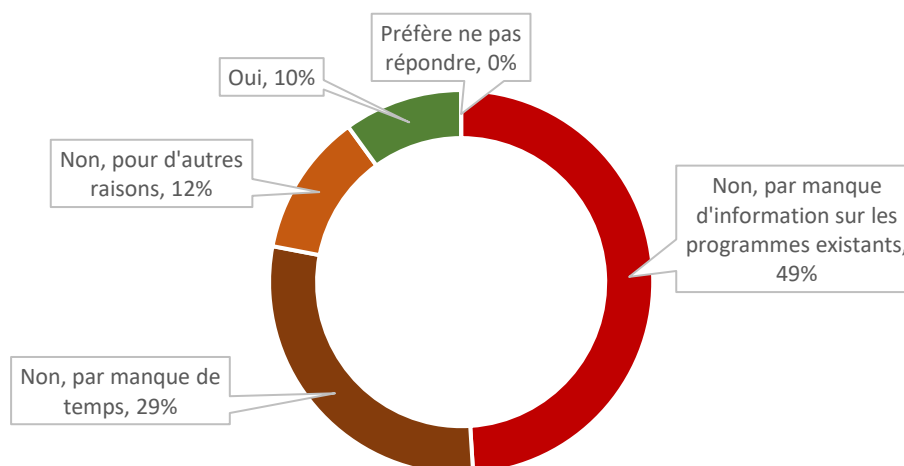
Seulement un répondant a répondu à la question sur les barrières potentielles à l'investissement en Guinée. Cette personne a répondu « ne sais pas ». Parmi les barrières identifiées et listées dans la question figuraient :

- Fonds insuffisants
- Investi dans un autre pays
- Mauvaises infrastructures en Guinée (énergie, télécommunications, etc.)
- Formalités et exigences excessives
- Coût de l'investissement en Guinée
- Manque de soutien du gouvernement
- Manque d'information sur les procédures d'investissement
- Pas d'associé digne de confiance en Guinée
- Manque ou absence de confiance dans les institutions guinéennes

## ❖ Compétences et transferts de compétences

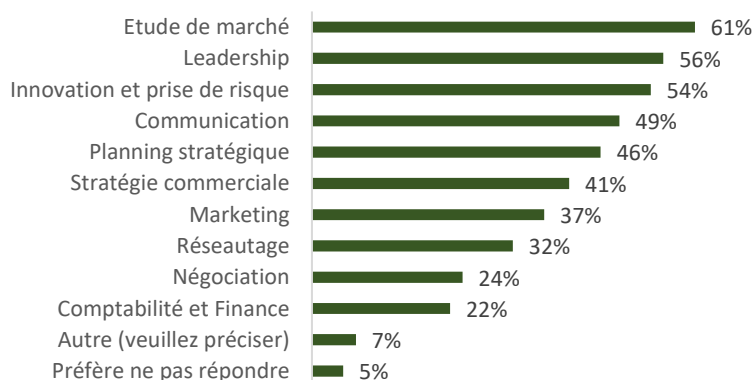
Parmi les 41 répondants, 10% ont mentionné avoir participé à un programme de partage des compétences avec des entrepreneurs en Guinée dans le passé (graphique 28). Ceux n'ayant jamais participé à ce genre de programme ont cité des raisons liées au manque d'information sur les programmes existants (49%), un manque de temps (29%), et d'autres raisons non identifiées (12%).

Graphique 28 Participation à des programmes de partage des compétences avec des entrepreneurs en Guinée (41 répondants)



D'après les répondants, les compétences entrepreneuriales à développer en priorité chez les entrepreneurs de PME en Guinée sont l'étude de marché (61%), leadership (56%) et l'innovation et la prise de risque (54%) (graphique 29). Fréquemment citées également sont les compétences liées à la communication (49%), planning stratégique (46%), la stratégie commerciale (41%) et le marketing (37%).

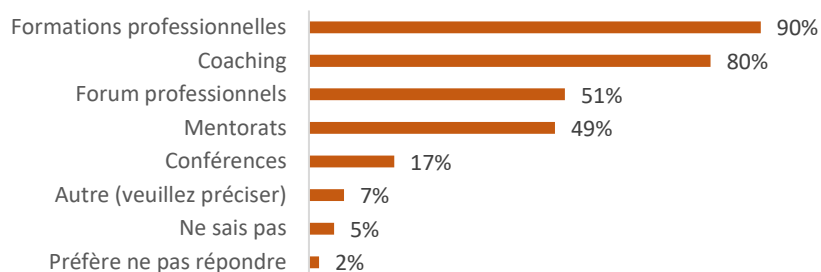
Graphique 29 Compétences entrepreneuriales prioritaires chez les entrepreneurs de PME en Guinée (41 répondants) (multi-sélection)



D'après le graphique 30, pour transférer et/ou renforcer les compétences des entrepreneurs de PME en Guinée, les répondants ont majoritairement mentionné la formation professionnelle (90%) et le coaching (80%). Le mentorat est cité dans 49% des cas.

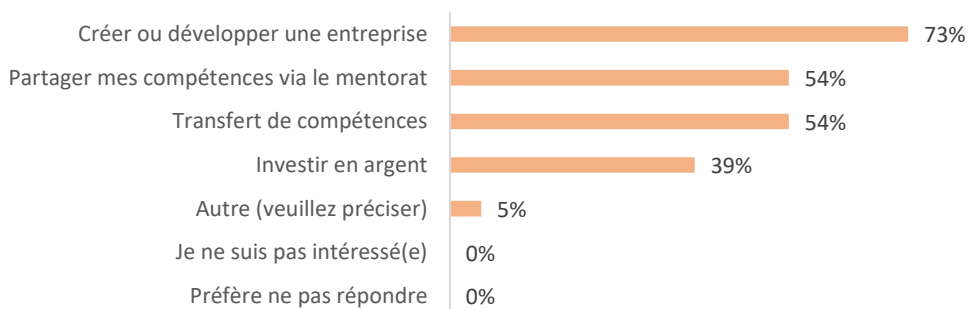
Parmi les compétences entrepreneuriales et interpersonnelles que les répondants peuvent transférer, le top-5 est le leadership, l'étude de marché, la communication, la stratégie, et le marketing.

Graphique 30 Formes les plus appropriées pour développer et/ou renforcer les compétences des entrepreneurs en Guinée (41 répondants) (multi-sélection)



Lorsque les répondants sont sollicités sur la forme préférée de contribution au développement socio-économique de la Guinée, 73% citent la création ou le développement d'une entreprise, 54% citent le partage des compétences via le mentorat et 54% citent le transfert de compétences (graphique 31). Plus d'un tiers (39%) ont mentionné l'investissement en argent.

Graphique 31 Forme préférée d'engagement pour le développement socio-économique de la Guinée (41 réponses) (multi-sélection)



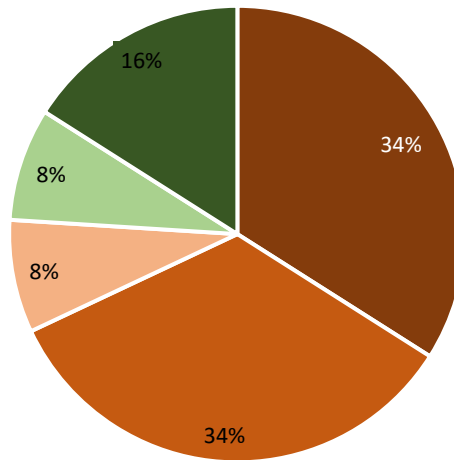
#### 4.5 Favoriser l'engagement de la diaspora en Guinée

##### ❖ Connaissance des initiatives gouvernementales en Guinée

A la question de savoir dans quelle mesure les répondants connaissent les initiatives gouvernementales en Guinée visant à encourager l'engagement de la diaspora guinéenne en Guinée, les réponses montrent une méconnaissance de la majorité d'entre eux (76%) (graphique 32).

Graphique 32 Connaissance des initiatives gouvernementales pour l'engagement de la diaspora guinéenne (49 répondants)

■ Pas du tout ■ Très peu ■ Assez peu ■ Assez bien ■ Très bien



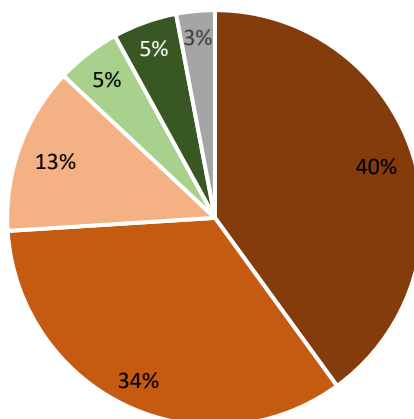
79% ont reporté ne pas connaître d'initiatives gouvernementales. Huit répondants ont suggéré des initiatives gouvernementales dont ils avaient connaissances :

- La capacité des opérateurs privés comme publics à favoriser la rencontre entre outils financiers adaptés et projets structurés constitue l'un des principaux leviers de captation de l'épargne de la diaspora
- La sécurité
- Le recrutement des experts de la diaspora pour le renforcement des capacités de la formation dans les universités
- L'APIP - Guinée
- La mise en place des Conseils de Guinéens de l'étranger
- La mobilisation de la diaspora dans le cadre de la transition politique
- La proposition des compétences guinéens au Sénégal qui souhaitent retourner travailler en Guinée seront intégrés à la fonction publique

La connaissance des agences gouvernementales en Guinée visant à soutenir l'engagement de la diaspora guinéenne n'est pas plus étendue parmi les répondants (graphique 33). 87% d'entre eux n'ont pas de connaissance certaine. 82% ont reporté ne pas connaître d'agences gouvernementales. Parmi les exemples cités par les répondants ayant une connaissance des agences sont l'APIP - Guinée, la DGGE, et l'AGUIPE.

Graphique 33 Connaissance des agences gouvernementales (49 répondants)

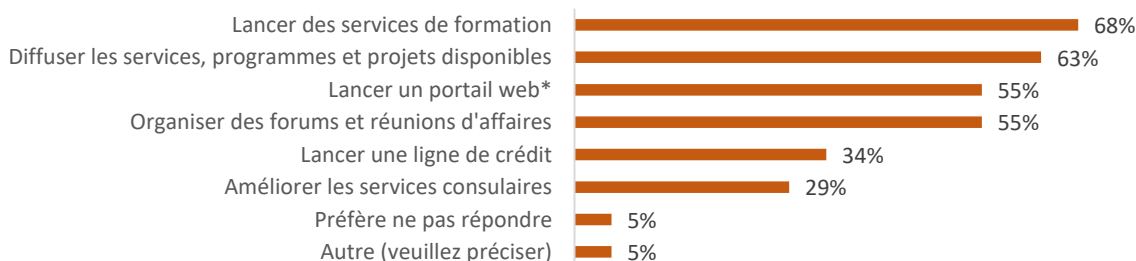
■ Pas du tout      ■ Très peu      ■ Assez peu  
■ Assez bien      ■ Très bien      ■ Préfère ne pas répondre



#### ❖ Besoins en incitations

Parmi les mesures qui pourraient inciter les répondants à investir leur temps, leurs compétences, ou leur argent en Guinée, figurent le lancement de services de formation (68%), la diffusion de services, programmes, et projets disponibles (63%), le lancement d'un portail web centralisé publiant les opportunités d'affaires et d'investissement (55%) et l'organisation de forums et réunions d'affaires (55%) (graphique 34). Le lancement d'une ligne de crédit est mentionné par 34% des répondants et l'amélioration des services consulaires par 29% d'entre eux.

Graphique 34 Besoins en incitations pour investir en Guinée (49 répondants) (multi-sélection)

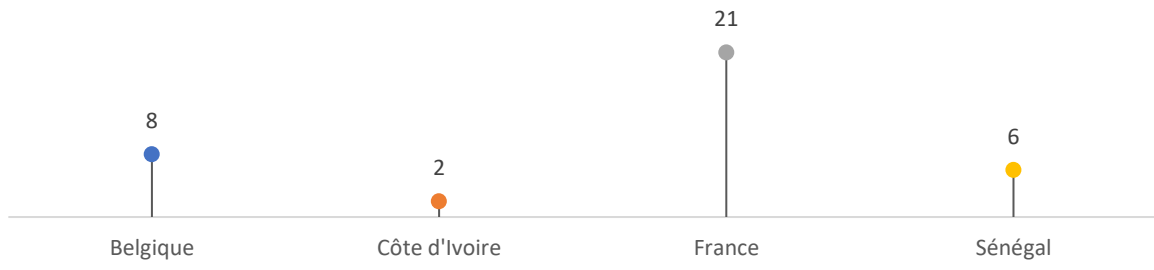


Note : \*Lancer un portail web centralisé publiant les opportunités d'investissement et d'affaires.

#### 4.6 Coordonnées de contact

Au total, 37 répondants ont partagé leurs coordonnées de contact et ont manifesté un intérêt pour l'initiative de mentorat. La distribution des participants potentiels est donnée dans le graphique 35. De plus, 10 sur 37 sont des femmes.

Graphique 35 Distribution des participants potentiels au mentorat par pays de résidence (37 répondants)



## 5. Principaux enseignements tirés du questionnaire en ligne sur les besoins et attentes des répondants

### 5.1 Investir en Guinée

Par rapport à l'investissement en Guinée, l'analyse des réponses par les répondants a indiqué :

- Une intention de rentrer à terme en Guinée pour créer une entreprise

Un certain nombre de répondants (43%) ont indiqué avoir l'intention de rentrer à terme en Guinée pour créer ou développer une entreprise. De plus, 4% ont exprimé l'intention de prendre leur retraite et lancer une entreprise en Guinée.

- Investir pour la création ou le développement d'une entreprise, première forme d'engagement des répondants

Parmi les formes d'engagement des répondants au développement socio-économique de la Guinée, l'investissement pour la création ou le développement d'une entreprise est le plus cité par les répondants (73%). L'investissement en argent n'apparaît qu'en quatrième position (39%) après le partage des compétences et le mentorat.

- Investir dans des microprojets

Parmi ceux intéressés par un investissement en Guinée, près de la moitié (45%) a l'intention d'investir maximum 10,000 EUR correspondant à des microprojets. Une autre moitié (46%) se dit prête à investir des montants excédant 10,000 EUR.

- Les barrières à l'investissement

Les répondants n'ont pas souhaité partager leur opinion sur les barrières à l'investissement. Afin de mieux comprendre les raisons, des entretiens individuels ou des groupes de discussion avec des membres de la diaspora pourraient être organisés.

### 5.2 Transferts de compétences

L'analyse des réponses données par les répondants par rapport aux transferts de compétences a indiqué :

- Un besoin de formalisation des initiatives de transferts de compétences

Plus d'un quart (28%) des répondants a déjà participé à des transferts de compétences, mais probablement de façon informelle et non institutionnalisée. Le lancement d'initiatives formelles et institutionnalisées s'avère nécessaire.

- Un besoin d'information sur les programmes de mentorat et de transferts des compétences

Près de la moitié (49%) des répondants n'ayant jamais participé à des programmes de mentorat ou de transfert des compétences l'expliquent par un manque d'information sur les initiatives existantes.

- Un besoin de développer et renforcer des compétences spécifiques

Une majorité de répondants a identifié les compétences liées à l'étude de marché, le leadership, l'innovation et la prise de risque, ainsi que la communication et le planning stratégique comme prioritaires.

- Un besoin en formation professionnelle

Parmi les différentes formes de transferts des compétences, les plus citées sont la formation professionnelle (90% des répondants) et le coaching (80%). Dans une moindre fréquence ont été cités les forums professionnels (51%) et le mentorat (49%).

- Partager les compétences, une forme préférée d'engagement des répondants

Parmi les formes d'engagement des répondants au développement socio-économique de la Guinée figure le transfert de compétences cité par 54% d'entre eux et le mentorat cité également par 54% d'entre eux.

### 5.3 Gouvernance sur les migrations et l'engagement de la diaspora guinéenne

En matière de gouvernance sur les migrations et sur l'engagement de la diaspora guinéenne pour le développement socio-économique de la Guinée, le questionnaire a révélé :

- Un besoin en information sur les actions du gouvernement

Les résultats ont montré une méconnaissance importante par les répondants des initiatives gouvernementales en Guinée visant à encourager l'engagement de la diaspora guinéenne en Guinée. 79% ont reporté ne pas connaître d'initiatives gouvernementales.

De même, la connaissance par les répondants des agences gouvernementales visant à soutenir l'engagement de la diaspora guinéenne est très limitée. 82% ont reporté ne pas connaître d'agences gouvernementales. Les agences connues par une minorité de répondants sont l'APIP - Guinée et la DGGE.

- Un besoin en formation de la diaspora

Pour investir en Guinée, de l'argent, du temps, et/ou des compétences, une majorité de répondants a priorisé le lancement de services de formation. 79% l'ont cité à la question « Quelles initiatives pourraient vous inciter à investir votre temps, vos compétences ou votre argent en Guinée ? ».



## 6. Principaux enseignements tirés des entrevues avec les informateurs clés

### 6.1 Evolution rapide de la gouvernance sur les migrations et l'engagement de la diaspora guinéenne

La gouvernance sur les migrations et l'engagement de la diaspora guinéenne a évolué significativement dans les six derniers mois (depuis août 2022). Ainsi, un informateur a indiqué la nécessité de revigorer le système en place.

#### ❖ Conseil des Guinéens de l'étranger

Un informateur a fait le constat d'un manque d'efficacité des Conseils des Guinéens de l'étranger, qui ne fonctionnaient pas comme espéré. Le gouvernement a entamé une actualisation des bureaux des Conseils dans de nombreux pays. Par exemple, le bureau du Conseil des Guinéens en France a été élu en septembre 2022 et le bureau au Sénégal et en Belgique ont été élus en octobre 2022. Les associations enregistrées votent sur le principe une association = une voix.

L'une des responsabilités de chaque conseil est de développer des plans d'action avec une forte opérationnalité. Au moment de l'enquête, seul le Conseil des Guinéens de Belgique avait déposé auprès de l'ambassade de Guinée en Belgique le plan pluriannuel. Parmi les actions à court terme, le conseil a spécifié un besoin en formation des membres du bureau et des Guinéens en Belgique. Ces besoins en formation incluent la gestion de projets et en recherche de financement de projets. Quant au Conseil des Guinéens de France, l'informateur clé a mentionné quelques actions fondamentales telles que le recensement grâce aux associations et à leurs réseaux sur le terrain des Guinéens en France.

#### ❖ Coordination entre les Conseils des Guinéens à l'Etranger et le tissu associatif

Plusieurs informateurs clés du tissu associatifs ont indiqué collaborer avec les Conseils des Guinéens à l'Etranger du pays d'intérêt. Cependant, les relations ne sont pas formalisées. Il n'y a pas de partenariats ou de feuille de route partagée. Un informateur clé en France a expliqué que la volonté d'engager une démarche pour formaliser ces relations était manifeste chez la CAGF et le Conseil des Guinéens de France.

#### ❖ Partenariat en cours avec l'APIP - Guinée

D'après un informateur, le développement d'un partenariat entre la DGGE et l'APIP - Guinée est en cours. L'information partagée par l'informateur clé a confirmé l'analyse développée sur l'APIP – Guinée dans un récent rapport de la Banque mondiale (2021) qui indique que l'agence n'a pas la capacité de surveiller et de suivre le volume des investissements. D'autres facteurs identifiés sont liés à une lourde bureaucratie et à l'absence de directives claires dans des domaines importants tels que le paiement des impôts et l'enregistrement foncier qui ont découragé les investisseurs étrangers d'investir en Guinée.

#### ❖ Observatoire Guinéens des Migrations

L'Observatoire Guinéens des Migrations (OGM) piloté par la DGGE a été lancé en février 2022 par décret. Basé à Conakry, l'OGM a plusieurs missions :

- Collecter, analyser, centraliser, et diffuser les données sur la migration irrégulière et régulière
- Chercher et concevoir un outil de collecte des données sur la migration
- Mettre en place en ligne un tableau de bord
- Mettre en place un système de centralisation des données
- Assurer le suivi des sondages d'opinion, des études, et des enquêtes en lien avec la migration

- Orienter les actions du gouvernement
- Organiser des campagnes d'information, de sensibilisation, et de communication en lien avec la migration notamment irrégulière
- Promouvoir la coopération avec des partenaires techniques et financiers
- Développer des partenariats nationaux et internationaux

Au 1<sup>er</sup> mars 2023, 23 points focaux étaient déployés sur le territoire national. La priorité en 2023 est de rechercher des financements pour continuer le déploiement de points focaux dans le territoire dans un premier temps et dans les ambassades et consulats dans un second temps. Jusqu'alors ces données étaient éparpillées selon un informateur clé.

#### ❖ Unité Scientifique Observation de la Migration (USOM)

A l'université Général Lansana Conté de Sonfonia le laboratoire de recherche intitulé Laboratoire de Recherche Société Démocratie et Développement Durable (LARSODED) a lancé récemment une Unité Scientifique Observation de la Migration (USOM). Ce lancement est né d'un constat : les données solides sur la migration irrégulière comme régulière manquent dans le pays et proviennent essentiellement d'acteurs extérieurs tels que l'OIM. Comme l'a indiqué un informateur clé, l'un des objectifs de cette unité est de produire et rassembler des données sur la migration qui soient scientifiquement solides. Deux volets accompagnent cet effort : les données sur la migration guinéenne qualifiée et les données sur la migration irrégulière et moins qualifiée. Les données collectées sont mises à disposition des pouvoirs publics et chercheurs.

Le lancement de l'OGM a été techniquement soutenu par une délégation d'un groupe de scientifiques de l'université. L'OGM a missionné en 2022/2023 le laboratoire de recherche pour la cartographie des acteurs en Guinée concernés directement ou indirectement par la question de la migration et ainsi susceptibles de contribuer au développement de l'engagement durable de la diaspora guinéenne pour le développement socioéconomique de la Guinée.

## 6.2 Données sur la diaspora, son profil, ses attentes, et ses initiatives

Tous les informateurs clés ont mentionné des défis et des opportunités liés à la collecte ou l'analyse de données relatives à la diaspora, son profil démographique et socio-économique, ses initiatives, ses besoins et ses attentes.

#### ❖ Information sur le profil de la diaspora

Dans les quatre pays d'intérêt, les informateurs clés ont confirmé l'absence de données actualisées et de qualité sur le nombre de Guinéens, leur profil démographique et socio-économique. Les progrès en matière de collecte d'information diffèrent d'un pays à l'autre. Ainsi, en France, un informateur clé a annoncé le lancement à venir du recensement des Guinéens en France avec le soutien des associations.

#### ❖ Cartographie des associations représentant la diaspora guinéenne

Le tissu associatif représentant la diaspora guinéenne est bien connu en France grâce à la CAGF et en Belgique. Des cartographies actualisées sont disponibles. Au contraire, un informateur clé a expliqué que cette cartographie était en cours au Sénégal. Aucune information n'a pas été collectée sur la situation en Côte d'Ivoire.

#### ❖ Initiatives de la diaspora pour le développement socio-économique de la Guinée

Plusieurs informateurs clés ont dit que les initiatives engagées par la diaspora dans les pays d'intérêt tels que le lancement d'entreprises en Guinée n'étaient pas répertoriées. Aussi, un informateur clé a ajouté le fait que les projets coordonnés par l'APIP - Guinée n'avaient pas été listés. Une nouvelle gouvernance entre la DGGE et l'APIP - Guinée semble se dessiner.

### 6.3 Opinions sur l'écosystème des PME en Guinée

Les informateurs clés ont exprimé leur opinion sur l'écosystème des PME en Guinée, les barrières à l'entrepreneuriat et aux micro-projets, et les opportunités d'investissement en Guinée.

Pour un informateur, l'écosystème des PME en Guinée est composé de nombreuses PME mais dont les activités restent peu encadrées et dans le secteur informel. Le cadre est dynamique et fait de nombreuses créations d'entreprises.

Les obstacles à l'entrepreneuriat identifiés par la plupart des informateurs, sont dans l'ordre décroissant :

- L'accès au financement et des taux d'emprunt élevés
- Les démarches longues d'où un écosystème principalement informel
- Le manque de formation des membres de la diaspora et des entrepreneurs en Guinée
- L'instabilité politique dans le pays

L'université Général Lansana Conté de Sonfonia a lancé en 2021 un Master Coopération Migratoire et Développement Local. D'une durée de deux ans, le Master est composé d'une première année de cours et d'une seconde année d'accompagnement à la création de microprojets financé par l'OIM. Le lancement du Master est parti d'un constat : de nombreux jeunes Guinéens diplômés s'engagent dans la route de la migration irrégulière et retournent. Le Master est ainsi destiné à former à l'entrepreneuriat des Guinéens de retour de la migration.

D'après un informateur clé, la première cohorte de 25 étudiants a permis le lancement de 5 microprojets financés par l'OIM :

- Restauration : Une chaîne de cinq restaurants a été lancée employant une dizaine de personnes.
- Maroquinerie : Trois ateliers de maroquinerie ont ouvert employant 15 personnes.
- Agriculture : Deux fermes agricoles dans des localités différentes ont été créées (20,000 poules pondeuses) employées 40 personnes
- Beauté : des salons de coiffure ont ouvert employant huit filles

Au total, 57 personnes sont employées, dont 27 migrants de retour et 30 potentiels migrants irréguliers.

Le Master connaît actuellement des problèmes de financement et l'équipe n'a pas été en capacité de renouveler l'expérience avec une seconde cohorte. De plus, le manque de moyens informatiques ne permet pas de mettre en ligne ces initiatives.

Un informateur a expliqué que le nombre de projets lancés par des membres de la diaspora étaient nombreux mais non répertoriés. D'après lui, ces micro-projets sont principalement orientés vers l'humanitaire, la santé et l'éducation. Par exemple, l'Association des ressortissants de Guinée en Belgique a contribué au financement à petite échelle de la rénovation des écoles et dispensaires et à l'achat de fournitures scolaires. Un autre informateur a expliqué que l'appui de l'Etat dans l'accompagnement de la diaspora au développement était fondamental.

Par rapport aux secteurs potentiels d'investissement par la diaspora figurent :

- La pâtisserie et la boulangerie
- L'agriculture
- L'immobilier
- Le Web 3.0 (blockchain notamment)

#### 6.4 Investissements par la diaspora guinéenne

Les informations partagées par l'informateur clé représentant l'APIP – Guinée ont confirmé l'absence pour le moment d'un plan d'action visant à définir une stratégie à appliquer pour promouvoir l'investissement par la diaspora guinéenne. Jusqu'alors des activités ponctuelles de promotion de la Guinée auprès des investisseurs privés et de vulgarisation de l'information sur les procédures d'investissement en Guinée ont été organisées parfois en collaboration avec la DGGE et/ou en partenariat avec des missions diplomatiques et des Conseils des Guinéens de l'Etranger. Ainsi, des journées portes ouvertes ont pris place au Canada, en France et en Belgique.

L'informateur clé a confirmé le fait qu'il n'y avait pas de législation spécifique en matière d'investissement par rapport à la diaspora guinéenne. Les droits, avantages et obligations sont les mêmes pour tout investisseur. Certains secteurs étant réglementés comme la pêche et les médias, les investisseurs étrangers non guinéens se doivent de trouver des partenaires guinéens.

## 7. Conclusion et recommandations

Cette enquête a été lancée par la Fondation africaine pour le développement (AFFORD) en partenariat avec Grdr et la CAGF. Elle visait principalement à recueillir des informations sur la diaspora guinéenne en Belgique, en France, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, ses caractéristiques démographiques et socio-économiques, ses besoins et ses attentes pour contribuer au développement socio-économique de la Guinée.

L'analyse des données recueillies à l'aide d'un questionnaire administré à des membres de la diaspora dans les quatre pays d'intérêt et d'entretiens avec des informateurs clés a permis de formuler une série de recommandations organisées autour de thématiques.

### 7.1 Recommandations pour la promotion de l'investissement dans le développement socio-économique par la diaspora

Afin de transformer les intentions en investissements des membres de la diaspora en action, un climat de confiance et de dialogue doit être mis en place par le développement des compétences, l'évaluation des initiatives prises, et l'écoute des besoins et attentes de la diaspora.

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
Développer et améliorer les compétences au niveau collectif en référence aux membres des Conseils des Guinéens de l'Étranger et des représentants d'associations) mais également au niveau individuel en matière de recherche d'investissements et de gestion de projets.	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Continuer d'organiser des journées portes-ouvertes, des réunions et des forums sur les opportunités d'investissement et d'affaires ciblant la diaspora.	Tous	Court terme	APIP, DGGE, gouvernement guinéen, associations
Evaluer l'efficacité des initiatives prises par les pouvoirs publics pour promouvoir l'investissement de la diaspora.	Tous	Long terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Soutenir l'investissement de la diaspora dans l'agriculture et d'autres secteurs économiques qui alignent avec les secteurs prioritaires d'investissement de l'APIP (mines, infrastructures, tourisme).	Tous	Moyen terme	Gouvernement guinéen, Enabel, AFFORD, Grdr

### 7.2 Recommandations sur la gouvernance des migrations en lien avec l'engagement de la diaspora guinéenne

La gouvernance réfère à l'ensemble des normes juridiques, des politiques ainsi que des institutions et des processus qui déterminent et régulent la façon dont les Etats abordent la migration et en l'occurrence l'engagement de la diaspora. Les relations entre les différents acteurs doivent être formalisées avec un cahier des charges défini.

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
----------------	------	----------	--------------

Compléter la politique d'engagement de la diaspora guinéenne et l'intégrer à d'autres politiques et plans nationaux pour assurer la cohésion des politiques et des pratiques.	Guinée	Moyen terme	DGGE, gouvernement guinéen, Enabel, AFFORD, Grdr
Solidifier le réseau des Conseils de Guinéens à l'Etranger et autres plateformes représentant la diaspora en prenant notamment exemple sur la délégation 14 Conseils de Guinéens en Europe.	Sénégal, Côte d'Ivoire	Moyen terme	DGGE
Encourager la mise en place de et renforcer les mécanismes de reporting et d'échange des données sur la diaspora entre la DGGE et les Conseils des Guinéens de l'étranger et les bureaux consulaires.	Tous	Moyen terme	DGGE
Favoriser le développement des compétences de la diaspora dont les membres des Conseils des Guinéens à l'étranger, notamment sur le montage de projets et la recherche de financement.	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Construire des relations institutionnalisées entre les Conseils des Guinéens à l'étranger/DGGE et les associations qui sont en cours dans certains pays d'intérêt comme la France (entre la CAGF et le Conseil des Guinéens en France).	Tous	Moyen terme	DGGE, Conseils des Guinéens à l'Etranger, associations
L'institutionnalisation des relations entre les Conseils des Guinéens à l'Etranger et les associations permet de développer un dialogue permanent avec les membres et les organisations de la diaspora en instaurant par exemple des tables rondes thématiques à intervalles réguliers pour échanger sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance.	Tous	Moyen terme	DGGE, Conseils des Guinéens à l'Etranger, associations
Finaliser la formalisation de la collaboration entre la DGGE et l'APIP – Guinée.	Guinée	Court terme	DGGE et APIP - Guinea

### 7.3 Recommandations pour la collecte et l'analyse de données sur la diaspora

Il est fondamental de connaître la diaspora. Cette connaissance est un préalable au développement de toute politique d'engagement. Ainsi, la collecte et l'analyse de données sur les caractéristiques, les contributions au développement, les besoins et les attentes de celle-ci doivent être renforcées. Ces données serviront ensuite à l'élaboration d'une politique d'engagement aboutie. Il s'agit de collecter et analyser des données à la fois quantitatives et qualitatives.

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
Renforcer les capacités techniques et financières de collecte des données des pouvoirs publics au niveau national, en particulier l'Observatoire Guinéen des	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement,

Migrations, mais aussi au niveau des Conseils des Guinéens à l'Étranger et des associations de diaspora sur le terrain par des investissements en formation			appui de Grdr, AFFORD
Compiler les initiatives prises par les membres de la diaspora en faveur du développement socio-économique de la Guinée et notamment du transfert de compétences et de l'entrepreneuriat : des informations sont disponibles, mais ni accessibles, ni enregistrées, ni analysées sous une forme utile au travail d'élaboration politique.	Tous	Court terme	Associations, Conseil des Guinéens
Continuer de collecter des données qualitatives et quantitatives à l'aide de questionnaires, d'entretiens et de groupes de discussions réguliers.	Tous	Moyen terme	Gouvernement guinéen avec appui des organisations internationales
Cartographier les associations représentant la diaspora guinéenne	Sénégal	Court terme	Conseil des Guinéens avec appui des agences de développement
Recenser la diaspora guinéenne dans les pays d'intérêt pour obtenir des informations détaillées sur son profil démographique et socio-économique, ses besoins et ses attentes.	Tous	Moyen terme	Associations avec le Conseil des Guinéens de l'étranger
Développer les capacités techniques et financières des autorités publiques pour intégrer les sources d'informations (quantitatives et qualitatives sur la diaspora et les besoins et attentes de celle-ci).	Tous	Long terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Lancer une enquête sur l'état des connaissances sur la diaspora guinéenne en Côte d'Ivoire avec travail de terrain.	Côte d'Ivoire	Court terme	Enabel, autres agences de développement, AFFORD, Grdr
Produire et promouvoir des études de cas et modèles de réussite d'investisseurs de la diaspora en Guinée	Tous	Moyen terme	Enabel, autres agences de développement, APIP, AFFORD, Grdr

#### 7.4 Recommandations sur la stratégie de communication

Toute une série d'initiatives ont besoin d'être prises pour favoriser la dissémination d'une information actualisée, sur les procédures pour faire des investissements et lancer des affaires en Guinée, et sur les opportunités d'investissements et d'affaires dans le pays. Communiquer de façon virtuelle, en personnes, ou hybride permettra de faire circuler l'information et d'instaurer un dialogue efficace.

Recommandation	Pays	Echéance	Responsables
----------------	------	----------	--------------

Développer des guides généraux et sectoriels pour faire des affaires en Guinée comprenant des informations sur les opportunités d'investissement et d'affaires, les lois et réglementations en vigueur, les agences responsables, les obligations et bénéfices ainsi que les procédures.	Guinée	Moyen terme	Gouvernement guinéen, appui agences de développement
Développer et lancer une plateforme en ligne ou d'une section sur un site web comme celui de l'APIP - Guinée ou de la DGGE ciblant la diaspora et communiquant des informations actualisées sur les opportunités d'investissement sectoriel, avec leurs obligations respectives et les procédures à engager.	Guinée	Long terme	Gouvernement de Guinée & APIP - Guinée
Actualiser régulièrement les informations sur le portail de l'APIP – Guinée soutien technique et informatif sur les projets d'investissement et d'affaires en Guinée	Guinée	Court terme	Gouvernement guinéen
Engager une simplification des procédures et obligations pour faciliter les étapes administratives pour l'investissement de la diaspora.	Guinée	Long terme	Gouvernement guinéen
Continuer d'utiliser les sites des réseaux sociaux tels que LinkedIn, WhatsApp et Facebook pour la communication, le marketing, et la sensibilisation même pour les pouvoirs publics. Ces plateformes sont des outils efficaces peu coûteux qui permettent de contacter les membres de la diaspora au-delà des frontières.	Tous & Guinée	Court terme	Gouvernement guinéen, associations, agences de développement



## Références

- Arieff, A. (2021). Guinea: An Overview of the SME Ecosystem. Devex. <https://www.devex.com/news/guinea-an-overview-of-the-sme-ecosystem-99261>.
- Banque africaine de développement (2022). Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2022.
- Banque mondiale (s.d.) Indicateurs du développement dans le monde. Disponible chez <https://data.worldbank.org/country/guinea>.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population (2020). Stock international de migrants 2020.
- Diallo, M. (2015). L'émergence d'un nouvel acteur politique en Guinée. Le poids grandissant de la diaspora. *Afrique contemporaine*, 256(4), 107-109.
- Enabel (2022). Renforcement de capacité de la Direction Générale des Guinéens de l'Etranger (DGGE) sur les techniques innovantes de communication pour faciliter la mobilisation de la diaspora.
- Fargues, F., Rango, M., Börgnas, E. et Schöfberger, I. (eds) (2020) *Migration in West and North Africa and across the Mediterranean*. Genève : OIM.
- Global Migration Data Analysis Centre (2022) Rapport d'évaluation sur les données relatives à la migration en Guinée. Berlin: IOM. Available at <https://www.migrationdataportal.org/fr/resource/rapport-devaluation-sur-les-donnees-relatives-la-migration-en-guinee>.
- Harley, L. (2020) Cartographie de l'engagement de la diaspora GUINÉE. Vienna: ICMPD.
- IFC. (2020). Guinea - SME Finance and Development Project. International Finance Corporation. [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9ce00e10-5365-47aa-8001-a6e600d2e8df/0\\_SME+finance+Guinea+Project+Summary.pdf?MOD=AJPERES&CVID=ncBRljN](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9ce00e10-5365-47aa-8001-a6e600d2e8df/0_SME+finance+Guinea+Project+Summary.pdf?MOD=AJPERES&CVID=ncBRljN).
- Kohnert, D. (2019). Promoting SME Development in Africa: Lessons from the German Technical Cooperation. Springer Nature. [https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-93581-8\\_13](https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-93581-8_13).
- Organisation internationale pour les migrations (2021) *Profil des indicateurs de gouvernance des migrations 2022 – République de Guinée*. Genève: OIM. Disponible chez <https://publications.iom.int/books/migration-governance-indicators-profile-2022-republic-guinea>.
- Organisation internationale pour les migrations (2019) Glossary on Migration. Genève : OIM.
- MAEGE (Ministère des Affaires Etrangère et des Guinéens de l'Etranger), Ministère de l'Administration du Territoire (MATD/SENAH), Ministère de la Citoyenneté et de l'Unité Nationale (MCUN/DNDH), Ministère des Droits et l'Autonomisation des Femmes (MDAF/DNGE), Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC), and Organisation Internationale pour les Migration (OIM) (2021) *Examen du Pacte mondial sur les migrations en République de Guinée*. Conakry: MAEGE.
- Mazzilli, C., Binat Sarwar, M. et Hagen-Zanker, J. (2022) « Migration-relevant policies in Guinea », MIGNEX Background Paper.
- Paone, J. (2020) « Opérationnalisation d'une approche intégrée de la réintégration (ORION) ». In : F. Fargues, M. Rango, E. Börgnas et I. Schöfberger (eds) *Migration in West and North Africa and across the Mediterranean*. Genève: OIM (pp. 348-351).
- Ratha, D., et Shaw, W. (2007). *South-South migration and remittances* (No. 102). World Bank Publications.
- Scarabello, S. (2019) *Cartographie de la diaspora: profil des diasporas de Gambie, de Guinée et de Guinée-Bissau en Italie*. Rome : OIM, soutenue par l'Agence italienne de coopération pour le développement.
- World Bank (2021) *Doing Business in Guinea*, DC: World Bank.
- Union africaine (2018). Le Cadre de politique migratoire pour l'Afrique (MFPA). Disponible chez <https://au.int/en/documents/20181206/migration-policy-framework-africa-mpfa>.

## Annexes

### Annexe 1 : Questionnaire

Cette enquête est lancée par la Fondation africaine pour le développement (AFFORD). Il vise à recueillir des informations sur la diaspora guinéenne, ses caractéristiques démographiques et socio-économiques, ses besoins et ses attentes pour contribuer au développement de la Guinée. Votre participation à l'enquête compte. Il vous faudra 9 minutes de votre temps pour le compléter.

Veillez noter que votre participation à l'enquête est entièrement volontaire et que vous pouvez y mettre fin à tout moment. S'il y a des questions auxquelles vous ne voulez pas répondre, vous pouvez choisir l'option Je ne veux pas répondre. Les informations que vous partagerez sont gardées anonymes et votre participation à l'étude est et restera anonyme.

Si vous avez des préoccupations ou souhaitez plus de détails sur l'enquête, veuillez contacter la chercheuse principale Helene Syed Zwick à [helene.zwick@orange.fr](mailto:helene.zwick@orange.fr)

#### Questions de sélection

Êtes-vous membre de la diaspora africaine ?

Oui/Non -non qualifié

Vous êtes d'origine guinéenne ?

Oui/Non-Si non, veuillez préciser

Dans quel pays vivez-vous actuellement ?

Belgique/Côte d'Ivoire/France/Sénégal/Autre -non qualifié

En quelle année êtes-vous arrivé dans votre pays de résidence pour vivre (et non pour visiter pour des vacances) ?

2015-2022/2010-2014/2000-2009/1990-1999/1980-1989/avant 1980

#### Section 1 : Démographie et profil socioéconomique

Q1.1 - Genre

Homme/Femme/Autre/Préfère ne pas dire

Q1.2-Tranche d'âge

Moins de 18/18-24/25-34/35-44/45-54/55-64/65+

Moins de 18/18-30/50-51 ans ou plus/Je préfère ne pas dire

Q1.3 - Plus haut niveau de scolarité

Diplôme/Diplôme/Licence/Master/Doctorat/Autre/Je préfère ne pas dire

Aucun/Basique (1 à 9 ans à l'école) /Intermédiaire (10 à 12 ans) / Université (13 ans ou plus) / Préfère ne pas dire

Q1. 4-Nationalité (plus d'une option possible)

Guinéen/Français/Belge/Sénégalais/Ivoirien/Autre : veuillez préciser

Q1.5-Êtes-vous le chef de famille ?

Oui/Non

Q1.6- Combien de personnes à charge économiques avez-vous dans votre pays de résidence actuel ?

0/1/2/3/4/5+

Q1.7-Combien de personnes économiquement dépendantes avez-vous en Guinée ?  
0/1/2/3/4/5+

Q1. 8-Quel est le secteur d'activité ?  
Agriculture, sylviculture et pêche/Production/Construction/TIC/Finances/Propriété et immobilier/Éducation et formation/Santé/Administration des entreprises et services de soutien/Commerce de détail/Transports/Pas sûr

Q1. 9-Quel est votre statut d'emploi ?  
Travailleur autonome/Employé à temps plein/Employé à temps partiel/Chômeurs/Étudiant à temps plein/Retraité/Autre : veuillez préciser

Q1. 10-Combien d'années d'expérience professionnelle avez-vous ?  
0-5 ans/6-10 ans/11-15 ans/16 ans ou plus

Q1.11-Avez-vous déjà travaillé en Guinée ?  
Oui/Non

## **Section 2 : Relations avec la Guinée**

Q2.1-Avez-vous un intérêt particulier pour la Guinée ? Veuillez préciser.  
Affaires/Famille/Tourisme/Activisme politique/Autre

Q2.2-Comment êtes-vous connecté avec la Guinée ?  
J'y suis né/Un de mes parents ou les deux y sont nés/Un ou plusieurs de mes grands-parents y sont nés / Un ou plusieurs de mes arrière-grands-parents y sont nés

Q2.3-Appartenez-vous à des associations liées à la Guinée ? Veuillez préciser  
Association professionnelle/Groupe d'étudiants ou d'anciens/Autre

Q2.4-À quelle fréquence voyagez-vous en Guinée ?  
Jamais/Moins d'une fois par an/Une fois par an/Plus d'une fois par an

Q2.5-Combien de temps restez-vous en moyenne ?  
Moins d'un mois/Entre 1 et 3 mois/Entre 3 et 6 mois/Autre

Q2.6-Avez-vous l'intention de retourner en Guinée ? Si oui, quelle en est la raison principale ?  
Non/Oui, créer une entreprise/Oui, prendre sa retraite et vivre de ses économies/Oui, prendre sa retraite et créer une entreprise/Oui, se réunir avec sa famille/Oui, travailler/Oui, pour d'autres raisons

Q2.7-Comment avez-vous soutenu la Guinée au cours de l'année écoulée ?  
Envoi d'argent à la famille/amis/Dons en nature (vêtements, articles ménagers) pour la famille, les œuvres caritatives ou les secours en cas de catastrophe/Dons financiers à des organismes de bienfaisance ou à des groupes religieux/Aucun/Autre : veuillez préciser

## **Section 3 : Faire des affaires et investir en Guinée**

Q3.1-Avez-vous actuellement une entreprise/un projet en Guinée, ou en avez-vous eu un dans le passé ?  
Oui/Non

Si non, envisagez-vous de lancer votre propre entreprise en Guinée ?  
Oui/Non

Si oui, où en êtes-vous dans votre projet ?  
J'ai l'idée/J'ai commencé une étude de marché/J'ai fait une demande de financement/J'ai réalisé un investissement initial et/lancé l'activité

Q3.2-Avez-vous déjà investi de l'argent pour financer un projet d'entreprise ou familial en Guinée ?

Oui/Non

Si oui, dans quoi avez-vous investi de l'argent ?

Agriculture et agro-industrie/Commerce/Soutien aux entrepreneurs/Voyages et tourisme/Éducation et formation/Logement et immobilier/Santé/Construction/Gestion de l'eau et des déchets/Activités de solidarité/Autre : veuillez préciser

Si non, êtes-vous...

Intéressé par l'idée / Recherche active d'entreprises dans lesquelles investir / Pas intéressé du tout

Q3.3-Si non (pas d'investissement, pas d'entrepreneuriat), quelles en sont les raisons ?

Fonds insuffisants/Investis dans un autre pays/Infrastructures médiocres (énergie, télécommunications, etc.) / Formalités et exigences excessives / Coûts d'investissement en Guinée / Manque de soutien gouvernemental / Manque d'information sur les procédures d'investissement / Pas d'associé de confiance en Guinée / Peu ou pas de confiance dans les institutions guinéennes / Autre : veuillez préciser

Q3.4-Si vous aviez de l'argent à investir en Guinée, lequel des secteurs suivants vous intéresseriez-vous ?

Agriculture et agro-industrie/Commerce/Soutien aux entrepreneurs/Voyages et tourisme/Éducation et formation/Logement et immobilier/Santé/Construction/Gestion de l'eau et des déchets/Activités de solidarité/Autre : veuillez préciser

#### **Section 4 : Engagement en Guinée**

Q4.1-Comment préférez-vous contribuer au développement socio-économique de la Guinée ?

Pour démarrer ou développer une entreprise/Pour partager mes compétences par le mentorat/Pour donner de mon temps personnel et faire du bénévolat/Autre : veuillez préciser

Q4.2-Connaissez-vous actuellement les incitations visant à encourager les investissements de la diaspora en Guinée ?

Oui/Non

Q4.3-Connaissez-vous des agences gouvernementales clés visant à soutenir les investissements de la diaspora en Guinée ?

Oui/Non

Dans l'affirmative, veuillez donner quelques exemples.

T4. 4-Quelles initiatives pourraient potentiellement vous faire investir en Guinée ?

Ligne de crédit/Fournir des services de formation/Diffuser les services, programmes et projets disponibles/Améliorer les services consulaires/Portail Web centralisé annonçant les occasions d'affaires et d'investissement/Organiser des réunions d'affaires et des forums/Autre : veuillez préciser

#### **Section 5 : Coordonnées**

Nous voudrions peut-être faire un suivi avec vous pour participer à des groupes de discussion qui nous permettront de développer vos réponses. Si vous êtes intéressé, veuillez indiquer vos coordonnées.

Pas intéressé/Adresse e-mail/Numéro de téléphone

## Annexe 2 : Lignes directrices pour les entretiens

Q1-Quel est votre poste dans l'organisation ?

Q2-Quelle est la taille et la composition des membres de l'organisation ? Existe-t-il des données et des informations disponibles sur le nombre de membres de la diaspora, l'emplacement dans le pays, la démographie, les compétences et les capacités financières) ?

*Indice : personnes nées en Guinée/première génération de migrants/deuxième génération de migrants, homme/femme, entrepreneurs...*

Q3-Selon vous, quels sont les secteurs d'intérêt potentiel pour la diaspora pour leurs projets et/ou investissements ?

*Astuce : Agriculture et agro-industrie/Commerce/Soutien aux entrepreneurs/Voyages et tourisme/Éducation et formation/Logement et immobilier/Santé/Construction/Gestion de l'eau et des déchets/Activités de solidarité/Autre : veuillez préciser*

Q4-Selon vous, quelles sont les préférences géographiques d'investissement des Guinéens d'iaspora ?

*Indice : Guinée maritime, Guinée moyenne, Haute-Guinée, Guinée boisée, n'importe quelle région*

Q5-À votre avis, quel est le niveau d'intervention privilégié ?

*Indice : niveau de pays, région, ville, village, n'importe quelle zone*

Q6-Votre organisation a-t-elle déjà mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre un projet (projet d'entreprise ou d'accompagnement aux entrepreneurs) en Guinée ?

Q7-Si vous avez déjà mis en œuvre ou êtes en train de mettre en œuvre un projet en Guinée, pourriez-vous nous en parler ? Quel type de financement (autofinancement) ? Quel type de projet (thématique, résoudre un problème spécifique) ? Avez-vous eu accès à des partenaires techniques en Guinée (pour coordonner localement et mobiliser les compétences techniques) ?

Q8-Selon vous, quels sont les principaux obstacles à l'investissement en Guinée ?

*Indice : Manque d'incitations, accès difficile au financement, bureaucratie, manque d'information sur les projets, accès difficile au financement bancaire*

The African Foundation for Development Europe (AFFORD EU)  
Rue d'Edimbourg 26, 1050 Ixelles  
Belgique  
Site web : <https://afford-uk.org/>  
Courriel : [info@afford-uk.org](mailto:info@afford-uk.org)